## Aide

Cellulaire Alain Gélinas: 705.698.2372 Cellulaire Marc Gauthier: 705.918.4955

## **DOC.OJ-R-27 NOVEMBRE 2021**

**Google Meet** 

meet.google.com/ykz-nmud-cwu

ou

**Audio**: 705.671.1533 (p.2610) ou 1.800.465.5993 (p.2610) – code 1234#

# CONSEIL SCOLAIRE PUBLIC DU GRAND NORD DE L'ONTARIO

# ASSEMBLÉE RÉGULIÈRE VIDÉOCONFÉRENCE

# LE SAMEDI 27 NOVEMBRE 2021

# <u>À 11 h</u>

# ORDREDU JOUR

Prière de communiquer avec le secrétaire du Conseil avant la réunion si vous désirez soulever une question d'ordre d'information.

Nous reconnaissons tenir cette rencontre sur le territoire de la Première nation Atikameksheng Anishnabek, territoire traditionnel des peuples Anishnabe. Nous les remercions de partager ainsi leur territoire.

A. DÉCLARATIONS : QUESTIONS PÉCUNIAIRES \*Présidence

B. APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR \*Présidence

C. QUESTIONS DISCUTÉES ANTÉRIEUREMENT \*Présidence

1. Approbation du procès-verbal des assemblées antérieures du Conseil (Annexe C.1.i.) ▶ Réunion régulière : le mercredi 21 octobre 2020

- D. RAPPORT DÉCOULANT DES ASSEMBLÉES DU COMITÉ PLÉNIER
- E. DÉLÉGATION

# F. **QUESTIONS NOUVELLES**

# 1. ÉDUCATION

- a) Reconnaissance des employés du Conseil : Retraités
  - Nathalie Ritchie
  - Denise Gould
  - Guy Lehoux
- b) Dossiers pédagogiques néant
- c) Sorties éducatives (Annexe F.1.c.)
- d) Comités d'admission néant
- e) Calendriers scolaires Mise à jour
- f) COVID-19
- g) Équité, diversité et inclusion
- h) Heures de début et de fin du secondaire / consortium de transport
- i) Université de langue française à Sudbury

2. <u>AFFAIRES</u> \*A.Gélinas

- a) Comité de vérification (Annexe F.2.a.i.) (Annexe F.2.a.ii.)
- b) États financiers 2020-2021 (Annexe F.2.b.)
- c) Rapport financier intérimaire en date du 31 octobre 2021 (*Annexe F.2.c.*)
- d) Honoraires des conseillers et conseillères scolaires (*Annexe F.2.d.*)
- e) Budget révisé 2021-2022 (Annexe F.2.e.)

# 3. <u>INSTALLATIONS</u>

- a) Permis d'utilisation des locaux
  - i. Mise à jour de la note de service du ministère
- b) Projets de réfection
- c) Propriétés excédentaires Keewatin Patricia DSB Pickle Lake Ontario

# 4. <u>LIGNES DE CONDUITE</u>

Néant

# G. RAPPORT DE REPRÉSENTATION

# 1. i) ACÉPO

Le congrès annuel virtuel va avoir lieu 28 et 29 janvier 2022

# Rapport

ii) FNCSF

Le congrès annuel a eu lieu virtuellement du 28 au 30 octobre 2021.

- iii) <u>RAPPORT ÉLÈVES-CONSEILLERS</u> (Annexe G.1.iii.a.) (Annexe G.1.iii.b.)
- iv) RECFO

# v) RAPPORT DES COMITÉS

- ➤ Comité d'éducation 2 novembre 2021
- Comité de participation des parents rencontre du 1 novembre 2021 et la prochaine rencontre est le 1 février 2022
- ➤ CCED rencontre du 8 novembre 2021 et la prochaine rencontre est le 10 janvier 2022
- ➤ Environnement à déterminer

# vi)<u>REMARQUES DE LA PRÉSIDENCE ET DE LA</u> DIRECTION DE L'ÉDUCATION

# vii) <u>DEMANDE(S) SOUMISE(S) PAR LES MEMBRES DU CSPGNO POUR</u> <u>OBTENIR UN CONGÉ D'ABSENCE</u>

## H. <u>RENSEIGNEMENTS</u>

1. <u>EFFECTIFS SCOLAIRES</u> (Annexe H.1.)

# 2. <u>CORRESPONDANCE</u>

# I. <u>ASSEMBLÉES ULTÉRIEURES</u>

Prochaine réunion > Le mercredi 19 janvier 2022 – Vidéoconférence

# J. <u>LEVÉE DE LA SÉANCE</u>

# OJ-R-27 NOVEMBRE 2021

 $H:\label{lem:conseil} IR \'e unions~GNO \ 2021 \ 11\_27\_2021\_REG \ OJ\_27~NOVEMBRE~2021\_REG. doc$ 

Pour de l'aide :

Cellulaire Alain Gélinas : 705.698.2372

Cellulaire Marc Gauthier: 705.918.4955

Pour la réunion :

Par Google Meet: meet.google.com/oas-

guqf-orb

1.705.671.1533 (p.2610) ou

1.800.465.5993 (p.2610) et le code d'accès

1234#

# CONSEIL SCOLAIRE PUBLIC DU GRAND NORD DE L'ONTARIO

# ASSEMBLÉE RÉGULIÈRE

PAR VIDÉOCONFÉRENCE SALLE DU CONSEIL 296, RUE VAN HORNE SUDBURY

# LE MERCREDI 20 OCTOBRE 2021

# <u>À 19 h</u>

**MEMBRES PRÉSENTS:** Jean-Marc Aubin

Robert Boileau François Boudreau Lynn Despatie

Anne-Marie Gélineault, présidente

Monique Hébert-Bérubé

Suzanne Nolin Julie Olivier Louise Primeau Francine Vaillancourt Pierre-Julien Daoust

MEMBRES DE

**L'ADMINISTRATION**: Eric Despatie, directeur des ressources humaines

Carole Dubé, directrice des communications Laura Ganyo, surintendante de l'éducation Marc Gauthier, directeur de l'éducation Alain Gélinas, surintendant des affaires Catherine Grenier, secrétaire-archiviste Michel Pagé, surintendant de l'éducation

**ABSENTS:** Josée Bouchard

Tamara Pinel

# PROCÈS-VERBAL

Nous reconnaissons tenir cette rencontre sur le territoire de la Première nation Atikameksheng Anishnabek, territoire traditionnel des peuples Anishnabe. Nous les remercions de partager ainsi leur territoire.

A. DÉCLARATIONS : QUESTIONS PÉCUNIAIRES

\*Présidence

B. APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

\*Présidence

<u>Proposition 21-R119</u> - François Boudreau et Suzanne Nolin Que l'ordre du jour de l'assemblée régulière du Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario ayant lieu par vidéoconférence *le mercredi 20 octobre 2021* soit approuvé. <u>ADOPTÉE</u>

C. QUESTIONS DISCUTÉES ANTÉRIEUREMENT

\*Présidence

1. Approbation du procès-verbal des assemblées antérieures du Conseil (Annexe C.1.i.) ▶ Réunion régulière

<u>Proposition 21-R120</u> – Monique Hébert-Bérubé et Francine Vaillancourt Que le procès-verbal de l'assemblée régulière du Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario ayant lieu par vidéoconférence *le mercredi 22 septembre 2021* soit approuvé.

**ADOPTÉE** 

- D. RAPPORT DÉCOULANT DES ASSEMBLÉES DU COMITÉ PLÉNIER
- E. <u>DÉLÉGATION</u>
- F. **QUESTIONS NOUVELLES** 
  - 1. ÉDUCATION
    - a) Reconnaissance des employés du Conseil Néant
    - b) Dossiers pédagogiques : Néant
    - c) Sorties éducatives (Annexe F.1.c.)

<u>Proposition 21-R121</u> – Louise Primeau et Lynn Despatie Que le rapport « Sorties éducatives » en date du 20 octobre 2021 soit reçu.

**REÇUE** 

<u>Proposition 21-R122</u> – François Boudreau et Francine Vaillancourt Que le rapport « Sorties éducatives » en date du 20 octobre 2021 soit approuvé.

**ADOPTÉE** 

- d) Comités d'admission néant
- e) Équité, diversité et inclusion

\*M.Gauthier

Monsieur Gauthier explique qu'on a passé à travers le plan et qu'on a identifié les axes sur lesquels on a travaillé à date. Il en manque un. Monsieur Gauthier mentionne aussi qu'on a parlé des formations offertes en septembre lors des journées pédagogiques. On a aussi discuté de la formation organisée avec le Centre de santé et l'AFNOO pour les parents nouveaux arrivants. De plus, on a discuté de l'achat de ressources. Le comité veut se donner un mandat clair et s'est donné le but d'aller chercher d'autres gens pour représenter la communauté.

Monsieur Gauthier rajoute qu'on est en train de monter un guide pour le personnel nouveau arrivant. Ceci a été présenté au comité. Le lancement sera fait lors de la semaine de l'immigration au mois de novembre.

f) Pandémie \*M.Gauthier

Monsieur Gauthier explique que nous sommes heureux de ne pas avoir de cas de COVID dans nos écoles. Nous continuons quand même avec les mesures de précautions. Le taux de vaccination du personnel est maintenant à 88%. Chez le personnel suppléant c'est à 67%. Chez les visiteurs et les conducteurs d'autobus, c'est à 80%.

Monsieur Boudreau demande comment on explique le taux plus bas pour les suppléants. Monsieur Gauthier lui explique que certains n'ont pas encore répondu donc ils sont automatiquement classés comme non-vaccinés. Il est aussi difficile de les rejoindre. Monsieur Gauthier explique qu'il va falloir qu'on parle aux conseils limitrophes puisque les suppléants de la région doivent juste être associés à un conseil pour les tests de dépistage. Certains suppléants non-vaccinés ont simplement arrêté de faire de la suppléance. Monsieur Michel Pagé explique que parmi les suppléants qui ont répondu, on est à 87% vaccinés.

2. <u>AFFAIRES</u> \*A.Gélinas

a) Rapport annuel du comité de vérification interne (Annexe F.2.a.)

<u>Proposition 21-R123</u> – Jean-Marc Aubin et Louise Primeau Que le Rapport annuel du comité de vérification interne soit reçu tel que présenté.

**REÇUE** 

<u>Proposition 21-R124</u> – Suzanne Nolin et Monique Hébert-Bérubé Que le Rapport annuel du comité de vérification interne soit approuvé.

**ADOPTÉE** 

# 3. INSTALLATIONS

a) Permis d'utilisation des locaux – néant

Le ministère de l'Éducation a publié une note de service sur la location des écoles la semaine dernière. La lettre dit que c'est la responsabilité du Conseil de s'assurer que les gens qui

louent les locaux de nos écoles soient pleinement vaccinés contre la COVID-19. Monsieur Gauthier explique que puisque nous n'avons pas les ressources pour ceci donc les douze conseils de langue française sont en train de rechercher un avis légal. On a décidé de ne pas permettre les locations de nos écoles pour le moment.

# 4. <u>IMMOBILISATION</u>

▶D-029, Langue de communication (F.5.w.)

a) Projet communautaire à RdF

Monsieur Gauthier explique que le projet est terminé et que nos partenaires sont heureux.

# 5. RÉVISION DES LIGNES DE CONDUITE

```
A-001, Mesure à suivre par le conseil scolaire à la suite d'une élection d'un nouveau conseil
(F.5.a.)
\trianglerightA-005, Procédures pour combler un poste de conseillère, conseiller scolaire (F.5.b.)
➤B-002, Sorties éducatives, culturelles et sportives (F.5.c.)
►B-002, Sorties éducatives, culturelles et sportives, DA (F.5.d.)
▶B-002, Sorties éducatives, culturelles et sportives – excursion en canot, DA (F.5.e.)
►B-003, Bonne arrivée à l'école (F.5.f.)
▶B-013, Exposés présentés aux élèves par des membres de la collectivité (F.5.g.)
▶B-013, Exposés présentés aux élèves par des membres de la collectivité, DA (F.5.h.)
▶B-016, Fréquentation scolaire obligatoire (F.5.i.)
▶B-016, Fréquentation scolaire obligatoire, DA (F.5.j.)
▶B-023, Recherche-action menée au sein du CSPGNO (F.5.k.)
▶B-023, Recherche-action menée au sein du CSPGNO, DA (F.5.l.)
►B-028, Contrôle de la pédiculose (F.5.m.)
▶B-028, Contrôle de la pédiculose, DA (F.5.n.)
➤D-005, Recrutement et embauche du personnel (F.5.o.)
D-005, Recrutement et embauche du personnel, DA (F.5.p.)
►D-005, Recrutement et embauche : remboursement du personnel enseignant régulier, DA (F.5.q.)
➤ D-006, Népotisme (F.5.r.)
▶D-006, Népotisme, DA (F.5.s.)
▶D-010, Harcèlement et discrimination en milieu de travail et d'apprentissage (F.5.t.)
▶D-010, Harcèlement et discrimination en milieu de travail et d'apprentissage, DA (F.5.u.)
➤D-018, Violence en milieu de travail (F.5.v.)
```

➤D-029, Langue de communication, DA (*F.5.x.*)

```
►F-004, Santé et sécurité (F.5.y.)
```

➤F-004, Santé et sécurité, DA (F.5.z.)

F-004, Santé et sécurité – commotion cérébrale, DA (F.5.a.i.)

- ➤ F-005, Choix du nom d'une école, d'un édifice ou d'une salle ou changement du nom d'une école, d'un édifice ou d'une salle (*F.5.a.ii.*)
- ➤ F-005, Choix du nom d'une école, d'un édifice ou d'une salle ou changement du nom d'une école, d'un édifice ou d'une salle, DA (*F.5.a.iii.*)

Monsieur Gauthier partage que le comité des lignes de conduite s'est rencontré le 14 octobre 2021. Il mentionne aussi que la ligne de conduite D-005 avait beaucoup de changements pour refléter les nouvelles attentes du ministère de l'Éducation.

<u>Proposition 21-R125</u> – Francine Vaillancourt et Louise Primeau Que le conseil approuve les lignes de conduite énumérées ci-haut.

**ADOPTÉE** 

# G. RAPPORT DE REPRÉSENTATION

# 1. i) ACÉPO

Madame Gélineault mentionne que tous les conseillers ont un abonnement à Press Reader qui contient plusieurs revues et journaux. C'est gratuit.

Madame Gélineault rajoute qu'avant la pandémie, l'ACÉPO avait préparé une vidéo pour montrer ce que font les conseillers scolaires. Anne Gerson de l'ACÉPO a envoyé la vidéo. Madame Gélineault suggère qu'on envoie la vidéo aux députés.

Elle partage aussi que le symposium aura lieu de façon virtuelle les 28 et 29 janvier 2022.

# ii) FNCSF

Madame la présidente fait un rappel que le congrès annuel aura lieu de façon virtuelle les 28 et 29 octobre. Les trois délégués votants sont Francine Vaillancourt, François Boudreau et elle-même.

# iii) RAPPORT – ÉLÈVES-CONSEILLERS (Annexe G.1.iii.a.) (Annexe G.1.iii.b.)

<u>Proposition 21-R126</u> – Louise Primeau et Robert Boileau Que le rapport des élèves-conseillers en date du 20 octobre 2021 soient reçus.

**REÇUE** 

# v) RAPPORT DES COMITÉS

- ➤ Comité d'éducation
  - Prochaine réunion aura lieu le 2 novembre 2021
- Comité consultatif de l'enfance en difficulté (CCED)
  - Prochaine réunion aura lieu le 9 novembre 2021
- Comité de participation des parents
  - Première réunion aura lieu le 1er novembre 2021
- Comité d'environnement
  - À déterminer

# vi) <u>REMARQUES DE LA PRÉSIDENCE ET DE LA</u> DIRECTION DE L'ÉDUCATION

Madame Vaillancourt partage que le député Sam Oosterhoff est venu faire une visite de Cap sur l'Avenir. Madame Vaillancourt y était pour représenter Madame Gélineault qui ne pouvait pas y être.

Madame Gélineault invite les conseillers au congrès virtuel de la FNCSF

Monsieur Gauthier se penche sur les activités dans les écoles:

- L'École Pavillon-de-l'Avenir a eu les journées thèmes suivantes lors du mois d'octobre : journée du rose pour la journée mondiale de la santé mentale, construction d'une structure avec des éléments naturels, journée camouflage, décoration d'une citrouille en famille, journée d'Halloween.
- À l'École publique de la Découverte, c'est une tradition de faire l'empreinte de la main des élèves de la maternelle et le 8<sup>e</sup> année sur le mur du gymnase. Avec la fermeture l'année dernière, les élèves n'ont pas pu le faire. Ils l'ont donc fait cette année.
- Lors de leur sortie en nature du 30 septembre, les élèves de la 7/8<sup>e</sup> année de l'École publique de la Découverte ont pris des photos. Ils ont fait un concours où les élèves votaient pour leur photo préférée.
- Les élèves de la 1<sup>ère</sup> de l'École publique Jeanne-Sauvé ont appris au sujet de la germination d'une graine.
- Les élèves de la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> année de l'École publique Jeanne-Sauvé ont rendu hommage à l'artiste Norval Morrisseau, un artiste des Premières Nations.
- Le club d'abeilles de l'École publique Jeanne-Sauvé ont distribué des petites surprises aux membres du personnel pour les remercier pour leur accueil chaleureux, leur dévouement et leur travail.

- L'École publique des Villageois a fait l'installation d'une piste sensorielle pour aider les élèves à se recentrer lorsqu'ils vivent des grosses émotions.
- Les élèves de l'École publique Hélène-Gravel utilise la classe extérieure.
- Les écoles élémentaires du conseil ont accueilli la pièce 'Y'était une fois...' de l'équipe d'animation culturelle.
- Les élèves du cours de leadership et entraide de l'École secondaire Cité-Supérieure ont organisé une présentation pour la levée du drapeau, une journée Terry Fox, des compétitions entre équipes-écoles, un jeu de basketball, des sessions de peinture et de jeux de société.
- Il y a deux nouveaux clubs à l'École secondaire Cité-Supérieure : le nid des coyotes (alliés, LGBTQ+) et le club d'arts culinaires.
- Les élèves de l'École secondaire Cité-Supérieure ont préparé un dîner pour l'Action de grâce.
- L'École publique Franco-Manitou a ramassé plus de 650\$ encore cette année pour la journée Terry Fox.
- Le Voyageur a publié un article sur Tamara Pinel, élève de l'École secondaire l'Oréedes-Bois sur sa page école.

# vii) <u>DEMANDE(S) SOUMISE(S) PAR LES MEMBRES DU CSPGNO POUR OBTENIR UN CONGÉ D'ABSENCE</u>

<u>Proposition 21-R127</u> – Francine Vaillancourt et Lynn Despatie Que le Conseil accorde un congé d'absence à Josée Bouchard pour la réunion régulière ayant lieu le mercredi 20 octobre 2021.

**ADOPTÉE** 

## H. RENSEIGNEMENTS

1. <u>EFFECTIFS SCOLAIRES</u> (Annexe H.1.)

<u>Proposition 21-R128</u>— Jean-Marc Aubin et Louise Primeau Que le rapport « Effectifs scolaires » en date du mercredi 20 octobre 2021 soit accepté.

**REÇUE** 

## 2. CORRESPONDANCE

- Lettre du Sudbury Catholic District School Board (Annexe H.2.a.)
- Lettre du Waterloo Region District School Board (*Annexe H.2.b.*)
- Lettre du Waterloo Region District School Board (Annexe H.2.c.)
- Lettre du Waterloo Region District School Board (Annexe H.2.d.)

Monsieur Gauthier explique que le Conseil a reçu les lettres suivantes : le SCDSB demande d'enlever le gèle salariale des administrations des conseils; le Waterloo Region District School Board envoie une lettre sur la vaccination obligatoire.

# I. ASSEMBLÉES ULTÉRIEURES

Par Vidéo 
Le mercredi 24 novembre 2021 – Réunions

ou

Prochaine réunion Le vendredi 26 novembre 2021 – Session de travail

➤ Le samedi 27 novembre 2021 – Réunions face à face

Monsieur Gauthier explique qu'on peut soit faire la réunion par virtuel ou la faire en personne avec masques.

Monsieur Boudreau mentionne qu'il est en faveur de reprendre la normalité et donc de faire la prochaine réunion en personne.

Madame Despatie aimerait faire la rencontre en personne si les restrictions le permette.

Madame Gélineault propose l'ajout d'une recommandation.

<u>Proposition 21-R129</u>— Francine Vaillancourt et François Boudreau Que le Conseil approuve de faire la réunion du 27 novembre 2021 en présentiel.

**ADOPTÉE** 

# J. <u>LEVÉE DE LA SÉANCE</u>

<u>Proposition 21-R130</u> – François Boudreau et Louise Primeau Que le Conseil lève la séance et fasse rapport de l'état de la question à 20 h.

<u>ADOPTÉE</u>

PV-R-20 OCTOBRE 2021

H:\Conseil\!Réunions GNO\2021\11\_24\_2021\_REG\PV 20 OCTOBRE 2021.doc



# Sorties éducatives, culturelles et sportives – novembre 2021

# A. Périlleuses :

École	Date de la sortie	Lieu	Activité	Nombre d'élèves / niveau scolaire	Coût	Nom du responsable	Mode de transport
É. p. Hélène-Gravel	Décembre 2021 à avril 2022 (selon la température)  * 50 minutes par classe durant la période d'Éducation physique	Parc Robinson	La glissade/le tubing et le patin	Le nombre d'élèves varie selon les classes Maternelle - 6 <sup>e</sup> année	Aucun coût	Responsables: Alain Prévost Sofia Matoug William Breton  Accompagnateurs: TES et EPE	Ils marchent au parc

# Rapport annuel détaillé présenté au conseil pour l'exercice prenant fin le 31 août 2021

Le présent rapport résume les mesures prises par le comité de vérification du Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario (CSPGNO) durant l'exercice prenant fin le 31 août 2021.

## Membres du comité de vérification

Le comité de vérification se composait de 5 personnes, comme suit :

- Josée Bouchard Présidente
- o Anne-Marie Gélineault Conseillère
- Suzanne Nolin Conseillère
- o France Giguère Membre externe
- Normand Lavallée Membre externe

En outre, les participants réguliers aux réunions du Comité sont :

- o Joëlle Huneault, Directrice principale Équipe provincial de vérification interne
- Marc Gauthier. Directeur de l'éducation
- o Alain Gélinas, Surintendant des affaires

#### Tâches administratives

Au début de l'exercice et conformément aux pratiques recommandées, diverses tâches administratives ont été accomplies, dont :

- o l'élaboration d'un plan de travail;
- o l'élaboration d'un calendrier de réunions.

#### Réunions

Il a été convenu de tenir trois réunions durant l'année 2020-2021. Toutes les réunions ont eu lieu comme prévu.

Présence des membres à chaque réunion :

Nom du membre	1 oct 2020	30 nov 2020	17 mai 2021
Josée Bouchard	oui	oui	oui
Anne-Marie Gélineault	oui	oui	oui
Suzanne Nolin	oui	oui	oui
France Giguère	oui	oui	oui
Normand Lavallée	oui	oui	oui

# Gouvernance

Le comité de vérification a été en fonction durant tout l'exercice prenant fin le 31 août 2021. Tous les membres ont satisfait aux exigences d'admissibilité, conformément au règlement de l'Ontario 361/10.

#### Auditeurs externes

Les relations avec les auditeurs externes ont été satisfaisantes et les membres du comité de vérification ont rencontré les auditeurs externes. Les auditeurs externes, KPMG, ont présenté la portée et l'étendue de leur travail que le comité a examiné et recommandé pour approbation lors de la réunion tenue le 1<sup>er</sup> octobre 2020. Les auditeurs externes ont confirmé leur indépendance dans le rapport sur la planification de l'audit datée du 1<sup>er</sup> octobre 2020. Le comité de vérification a examiné les états financiers annuels vérifiés le 30 novembre 2020 et recommandé leur approbation. Le comité de vérification a recommandé que les auditeurs externes soient retenus de nouveau pour le prochain exercice, lors de la réunion tenue le 1er octobre 2020.

#### Vérificateurs internes

Les relations avec les vérificateurs internes ont été satisfaisantes et les membres du comité de vérification ont rencontré les vérificateurs internes.

Le comité a examiné le mandat de l'équipe de vérification interne.

Les membres du comité ont complété une évaluation de l'équipe provinciale de vérificateurs internes (ÉPVI).

Le comité a revu le rapport sur la revue des pratiques en matière de confidentialité et d'accès à l'information et de protection de la vie privée.

Les vérificateurs internes ont présenté le Plan de vérification axé sur les risques (PVAR) à la rencontre du 1<sup>er</sup> octobre 2020 qui comprend les éléments suivants :

- o Pour l'année 2019-2020
  - Confidentialité et accès à l'information et protection de la vie privée (mission conseil)
  - Suivis (vérifications antérieures)
- Pour l'année 2020-2021
  - Plan de continuité des affaires (mission conseil)
  - Conseils et besoins ponctuels
  - Suivis (vérifications antérieures)
- o Pour l'année 2021-2022
  - Paie et rémunération
  - Conseils et besoins ponctuels
  - Suivis (vérifications antérieures)

Les vérificateurs internes ont présenté le Plan de vérification axé sur les risques (PVAR) à la rencontre du 17 mai 2021 qui comprend les éléments suivants :

- o Pour l'année 2021-2022
  - Santé et sécurité du personnel
  - Conseils et besoins ponctuels
  - Suivis (vérifications antérieures)
- o Pour l'année 2022-2023
  - Écoles sécuritaires
  - Conseils et besoins ponctuels
  - Suivis (vérifications antérieures)

- o Pour l'année 2023-2024
  - Paie et rémunération
  - Rétention du personnel
  - Conseils et besoins ponctuels
  - Suivis (vérifications antérieures)

# Résumé du travail accompli

En plus des éléments mentionnés ci-dessus, le comité de vérification a effectué le travail suivant au cours des 12 derniers mois :

- Revu les rapports financiers intérimaires en date du 31 août 2020, du 31 octobre 2020 et du 30 avril 2021;
- Revu les rapports annuels du comité de vérification;
- Revu le rapport de constatations des auditeurs externes;
- Revu les états financiers;
- Revu le rapport sur la planification de l'audit;
- Revu le rapport annuel de vérification interne.

En signant ci-dessous, nous attestons que nous nous sommes acquittés de nos fonctions et responsabilités découlant du Règlement de l'Ontario 361/10.

Au nom du comité de vérification,	
Josée Bouchard, présidente du comité de vérification	

# Rapport annuel présenté au conseil puis transmis au ministère de l'Éducation pour l'exercice prenant fin le 31 août 2021

# Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario

Exercice: 2020-2021

**Objet :** Rapport annuel du comité de vérification remis au Conseil et au ministère de l'Éducation de l'Ontario conformément à l'article 15 du Règlement de l'Ontario 361/10

Le comité s'est réuni au moins trois fois pendant l'exercice et a tenu les réunions conformément à la section 11.(1) du Règlement de l'Ontario 361/10. Lors de séances, le comité s'est penché sur les sujets énumérés ci-dessous.

# Réunion du 1<sup>er</sup> octobre 2020

- Choix des auditeurs externes
- Rapport sur la planification de l'audit
- Rapport annuel 2019-2020 de l'équipe de vérification interne (ÉPVI)
- Mise à jour du plan de vérification axé sur les risques (PVAR)
- Mandat de l'équipe de vérification interne
- Rapport financier intérimaire en date du 31 août 2020

## Réunion du 30 novembre 2020

- Rapport de constatation de l'audit
- États financiers 2019-2020
- Rapport financier intérimaire en date du 31 octobre 2020
- Rapport de suivi portant sur l'état de la situation pour 2019-2020
- Mise à jour du mandat « Confidentialité et accès à l'information et protection de la vie privée »
- Rapport annuel détaillé présenté au Conseil pour l'exercice prenant fin le 31 août 2019
- Rapport annuel présenté au Conseil puis transmis au ministère de l'éducation pour l'exercice prenant fin le 31 août 2020
- Présentation Données d'absentéisme

# Réunion du 17 mai 2021

- Plan de vérification axé sur les risques 2021-2024
- Rapport sur la revue des pratiques en matière de confidentialité et d'accès à l'information et de protection de la vie privée
- Rapport financier intérimaire en date du 30 avril 2021
- État de l'avancement des projets de vérification interne

Pendant l'exercice terminé le 31 août 2021, les travaux suivants ont été menés par l'ÉPVI:

- 1. Vérification internes (entreprises et/ou réalisées, achevées, rapportées)
  - Plan de continuité des affaires

Selon le plan pluriannuel de vérification interne axé sur les risques (PVAR), une vérification des effectifs n'est pas prévue avoir lieu pendant l'exercice 2021-2022.

te du comité de vérification

Le 26 novembre 2021

Date

Josée Bouchard, présidente du comité de vérification

États financiers consolidés du

# CONSEIL SCOLAIRE PUBLIC DU GRAND NORD DE L'ONTARIO

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

Table des matières

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

	Page
Rapport de la direction	
Rapport des auditeurs indépendants	
État de la situation financière consolidé	1
État des résultats et du surplus accumulé consolidé	2
État de l'évolution de la dette nette consolidée	3
État des flux de trésorerie consolidés	4
Notes afférentes aux états financiers consolidés	5 - 20

# RAPPORT DE LA DIRECTION

(date)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 août 2021

# Responsabilité de la direction quant aux états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario sont la responsabilité de la direction du Conseil et ont été dressés conformément à la *Loi sur l'administration financière*, à la note de service 2004:B2 du ministère de l'Éducation de l'Ontario et des exigences comptables du Règlement de l'Ontario 395/11 pris en vertu de la *Loi sur l'administration financière*, comme le précise la note 1 des états financiers consolidés.

La préparation des états financiers consolidés fait nécessairement appel à des estimations fondées sur le jugement de la direction, en particulier lorsque les opérations qui touchent l'exercice en cours ne peuvent pas être finalisées avec certitude avant les prochaines périodes.

La direction du Conseil dispose de mécanismes de contrôle interne destinés à fournir l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés, que les opérations effectuées sont autorisées et enregistrés dans le respect des exigences législatives et réglementaires, et qu'une information financière fiable est en tout temps disponible aux fins de l'établissement des états financiers consolidés. Ces mécanismes sont soumis à la surveillance et à l'évaluation de la direction.

Les membres du Conseil se réunissent avec la direction et les auditeurs externes pour examiner les états financiers consolidés et discuter de toute question importante touchant la présentation des données financières ou le contrôle interne avant l'approbation des états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés ont été audités par KPMG s.r.l., auditeurs externes indépendants nommés par le Conseil. Le rapport des auditeurs qui accompagne les états financiers consolidés décrit leurs responsabilités, l'étendue de leur examen et leur opinion relative aux états financiers consolidés du Conseil.

Directeur de l'éducation	Surintendant des affaires



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. Claridge Executive Centre 144, rue Pine Sudbury Ontario P3C 1X3 Canada Téléphone (705) 675-8500 Télécopieur (705) 675-7586

# RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Rapport aux conseillers et conseillères scolaires du Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario

# **Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario (« l'entité ») qui comprennent

- l'état de la situation financière consolidé au 31 août 2021
- l'état des résultats et du surplus accumulé consolidé pour l'exercice terminé à cette date
- l'état de l'évolution de la dette nette consolidé pour l'exercice terminé à cette date
- l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice terminé à cette date
- ainsi que les notes consolidées, qui comprennent un sommaire des principales conventions comptables et d'autres informations explicatives

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidé du Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario au 31 août 2021, ainsi que de ses résultats et du surplus accumulé consolidé, de l'évolution de la dette nette consolidée et de ses flux de trésorerie consolidée pour l'exercice terminé à cette date, conformément à la méthode de comptabilité dans la note 1 de ces états financiers consolidés.

# Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers consolidés** » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Observations – Référentiel d'information financière

Nous attirons l'attention sur la note 1 des états financiers consolidés, qui décrit le référentiel d'information financière applicable et les différences importantes entre ce référentiel d'information financière et les normes comptables du secteur public canadien. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.



Page 2

# Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément à la méthode de comptabilité décrite dans la note 1 ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

# Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

#### En outre:

 nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;



#### Page 3

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de l'entité du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Sudbury, Canada 27 novembre 2021

État de la situation financière consolidé

Au 31 août 2021, avec informations comparatives pour 2020

	2021	2020
Actif financier :		
	E 724 246 . ¢	7 692 520 (
Liquidités Comptes débiteurs (notes 2 et 3)	5 734 216 \$ 37 958 310	7 682 529 \$ 34 574 172
Total de l'actif financier	43 692 526	42 256 701
Passif financier :		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 5)	9 376 256	8 718 313
Dettes à long terme (note 6)	21 905 412	23 175 948
Revenus reportés (note 7)	5 232 426	4 451 311
Avantages sociaux futurs (note 15)	142 351	204 340
Apports en capital reportés (note 8)	67 799 714	63 536 226
Total du passif financier	104 456 159	100 086 138
Dette nette	(60 763 633)	(57 829 437)
Actif non financier :		
Frais payés d'avance (note 9)	140 646	144 139
Immobilisations corporelles (note 10)	72 880 336	68 832 015
Total de l'actif non financier	73 020 982	68 976 154
Effets de COVID-19 (note 19)		
Engagements (note 20)		
Surplus accumulé (note 11)	12 257 349 \$	11 146 717
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.		
voir les notes anérentes aux états infanciers consolides.		
Au nom du Conseil:		
Directeur de l'éducation et secrétaire-trésorier Pr	ésident du Conseil	

État des résultats et du surplus accumulé consolidé

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021, avec informations comparatives pour 2020

	Budget 2021	Résultats 2021	Résultats 2020
	(note 18)		
Revenus:			
Subventions municipales	3 889 577 \$	3 704 244 \$	3 830 372
Subventions provinciales - pour les besoins des élèves	58 576 383	56 628 147	53 152 005
- autres	1 984 765	5 909 766	3 707 262
- amortissement des apports			
en capital reportés (note 8)	3 490 920	4 459 169	3 611 610
Subventions fédérales et droits de scolarité	-	84 173	8 791
Autres revenus - conseils scolaires	25 000	34 452	31 822
Autres revenus et droits de scolarité	655 000	2 426 852	2 908 505
Revenus de placement	50 000	51 808	74 109
Collecte de fonds des écoles	400 000	322 415	859 476
Total des revenus	69 071 645	73 621 026	68 183 952
Dépenses (note 12) :			
Enseignement	50 233 957	49 085 300	43 034 940
Administration	3 478 900	3 269 379	3 030 403
Transport	3 477 131	3 323 137	3 234 291
Installations destinées aux élèves	11 123 034	11 617 668	11 349 313
Autres dépenses	1 829 745	4 886 540	5 633 352
Activités financées par les écoles	400 000	328 370	693 344
Total des dépenses	70 542 767	72 510 394	66 975 643
Surplus (déficit) annuel	(1 471 122)	1 110 632	1 208 309
Surplus accumulé, début de l'exercice	11 146 717	11 146 717	9 938 408
Surplus accumulé, fin de l'exercice	9 675 595 \$	12 257 349 \$	11 146 717

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

État de l'évolution de la dette nette consolidée

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021, avec informations comparatives pour 2020

	Budget 2021	Résultats 2021	Résultats 2020
	(note 18)		
Surplus (déficit) annuel	(1 471 122) \$	1 110 632 \$	1 208 309 \$
Immobilisations :			
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6 415 929)	(8 722 657)	(5 491 067)
Amortissement des immobilisations corporelles	3 716 523	4 674 336	3 814 741
·	(2 699 406)	(4 048 321)	(1 676 326)
Frais payés d'avance :			
Acquisition de frais payés d'avance	-	(140 646)	(144 139)
Utilisation de frais payés d'avance	-	144 139	584 787
	_ ( - )	3 493	440 648
Augmentation de la dette nette	(4 170 528)	(2 934 196)	(27 369)
Dette nette, début de l'exercice	(57 829 437)	(57 829 437)	(57 802 068)
Dette nette, fin de l'exercice	(61 999 965) \$	(60 763 633) \$	(57 829 437)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

État des flux de trésorerie consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021, avec informations comparatives pour 2020

	2021	2020
Liquidités provenant de (utilisées pour) :		
Fonctionnement :		
Surplus annuel	1 110 632 \$	1 208 309 \$
Rajustement pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	4 674 336	3 814 741
Amortissement des apports en capital reportés	(4 459 169)	(3 611 610)
	1 325 799	1 411 440
Sources et (utilisations) :		
Augmentation des comptes débiteurs Augmentation des comptes créditeurs	(3 384 138)	(535 846)
et des charges à payer	657 943	794 261
Augmentation des revenus reportés	781 115	1 390 224
Diminution des avantages sociaux futurs	(61 989)	(11 838)
Diminution des frais payés d'avance	3 493	440 648
Changement net des liquidités liées au fonctionnement	(677 777)	3 488 889
Opérations liées aux immobilisations:		
Flux de trésorerie servant à l'acquisition		
d'immobilisations corporelles	(8 722 657)	(5 491 067)
Changement net des liquidités liées aux immobilisations	(8 722 657)	(5 491 067)
Financement :		
Dette remboursée	(1 270 536)	(1 211 819)
Ajouts aux apports en capital reportés	8 722 657	5 214 244 <sup>°</sup>
Changement net des liquidités liées au financement	7 452 121	4 002 425
Changement net des liquidités	(1 948 313)	2 000 247
Liquidités, début de l'exercice	7 682 529	5 682 282
Liquidités, fin de l'exercice	5 734 216 \$	7 682 529 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

## 1. Conventions comptables importantes :

Les états financiers consolidés ont été dressés par le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario en appliquant la méthode de comptabilité décrite ci-après.

#### a) Référentiel comptable :

Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément à la *Loi sur l'administration financière*, à la note de service 2004:B2 du ministère de l'Éducation de l'Ontario et aux exigences comptables du Règlement de l'Ontario 395/11 pris en vertu de la *Loi sur l'administration financière*.

La Loi sur l'administration financière exige que les états financiers consolidés soient dressés conformément aux normes comptables définies par le ministère pertinent de la province de l'Ontario. Une directive a été communiquée par le ministère de l'Éducation de l'Ontario dans la note de service 2004:B2 en vertu de laquelle les conseils doivent adopter les normes comptables du secteur public canadien à partir de leur exercice se terminant le 31 août 2004. La note précise également que la loi est susceptible de modifier l'application de ces normes.

En 2011, le gouvernement a adopté le Règlement de l'Ontario 395/11 de la *Loi sur l'administration financière*. Le Règlement exige que les contributions reçues ou recevables aux fins de l'acquisition ou du développement d'immobilisations corporelles amortissables aux fins de la prestation de services ainsi que les contributions sous forme d'actifs d'immobilisations corporelles aux fins de la prestation de services soient déclarées comme des apports en capital reportés dans l'état des résultats consolidés pendant les périodes durant lesquelles ces immobilisations sont utilisées pour la prestation de services au même taux que celui utilisé pour constater leur amortissement. De plus, le Règlement exige que si la valeur comptable nette d'une immobilisation corporelle amortissable est réduite pour toute autre raison que l'amortissement, l'entité constate une réduction proportionnelle des apports en capital reportés et une augmentation proportionnelle du revenu. Pour les conseils scolaires de l'Ontario, ces contributions étaient les paiements de transfert du gouvernement, les apports grevés d'affectation d'origine externe et, par le passé, les recettes de l'impôt local.

Les conventions comptables imposées par le Règlement de l'Ontario 395/11 sont nettement différentes des exigences des normes comptables du secteur public canadien en vertu desquelles :

- les paiements de transfert du gouvernement non assorti d'une règle créant un passif doivent être constatés comme revenus par le bénéficiaire, sous réserve de l'approbation de l'auteur du transfert et du respect des critères d'admissibilité, conformément au chapitre PS3410 des normes comptables du secteur public;
- les apports grevés d'affectation d'origine externe doivent être constatés comme revenus durant la période pendant laquelle ils sont utilisés dans le ou les buts spécifiés, conformément au chapitre PS3100 des normes comptables du secteur public;

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

# 1. Conventions comptables importantes (suite) :

- a) Référentiel comptable (suite):
  - les revenus tirés d'impôts locaux doivent être constatés comme revenus lorsqu'ils ont été reçus ou sont recevables, conformément au chapitre PS3510 des normes comptables du secteur public.

Par conséquent, le revenu constaté dans l'état des résultats consolidés et certains revenus reportés et apports en capital reportés seraient enregistrés différemment en vertu des normes comptables du secteur public canadien.

#### b) Périmètre comptable :

Les états financiers consolidés reflètent les actifs, passifs, recettes et charges du périmètre comptable. Le périmètre comptable englobe toutes les organisations qui doivent rendre compte de leur gestion financière et de l'administration de leurs ressources au Conseil et qui sont soumises à l'autorité de ce dernier.

Les fonds générés par les écoles, y compris les actifs, passifs, revenus et charges des différentes organisations qui existent au niveau scolaire et qui sont soumises à l'autorité du Conseil, sont reflétés dans les états financiers consolidés.

#### Entités consolidées :

- Le Consortium de services aux élèves de Sudbury (note 16)
- East of Thunder Bay Transportation Consortium (note 16)
- Le Consortium pour les élèves du nord de l'Ontario (note 17)
- Fonds générés par les écoles

Les opérations entre les services et entre les organisations ainsi que leurs soldes respectifs sont éliminés.

#### c) Fonds en fiducie :

Étant donné que les fonds en fiducie et les opérations connexes qu'administre le Conseil ne relèvent pas de son autorité, ils ne sont pas inclus dans les états financiers consolidés.

## d) Liquidités:

Les liquidités englobent l'encaisse, les dépôts à vue et les placements à court terme. Les placements à court terme sont très liquides, présentent des risques insignifiants de changement de valeur et ont une échéance rapprochée, inférieure à 90 jours.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

# 1. Principales méthodes comptables (suite) :

#### e) Apports en capital reportés :

Les contributions reçues ou recevables aux fins de l'acquisition ou du développement d'un actif d'immobilisations corporelles amortissable aux fins de la prestation de services ou toute contribution sous forme d'actif d'immobilisation corporelle reçue ou recevable aux fins de la prestation de services sont déclarées comme des apports en capital reportés, conformément au Règlement de l'Ontario 395/11 pris en vertu de la *Loi sur l'administration financière*. Ces montants sont déclarés comme des recettes au même taux que celui utilisé pour constater leur amortissement. Les comptes suivants appartiennent à cette catégorie :

- les paiements de transfert du gouvernement reçus ou recevables aux fins d'immobilisation;
- les autres apports grevés d'affection reçus ou recevables aux fins d'immobilisation;
   et
- les revenus tirés d'impôts fonciers qui servaient autrefois à financier des immobilisations.

## f) Méthode de comptabilité :

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice. La méthode de la comptabilité d'exercice constate les revenus au fur et à mesure qu'ils sont gagnés et mesurables; les dépenses équivalent au coût des biens et services acquis durant la période, qu'un paiement ait été fait ou non, ou que des factures aient été reçues ou non.

#### g) Immobilisations corporelles:

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique moins les amortissements cumulés. Le coût historique d'un actif comprend les montants qui sont directement imputables à l'acquisition, la construction, la production ou l'amélioration de biens, ainsi que les intérêts intercalaires. En l'absence de documents relatifs au coût historique, d'autres méthodes ont été utilisées pour estimer les coûts et les amortissements cumulés.

Les locations-acquisitions dans le cadre desquelles un bailleur transfère en substance tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien sont comptabilisés comme étant des immobilisations corporelles louées. Tous les autres contrats de location sont comptabilisés comme étant des contrats de location-exploitation et les paiements connexes sont imputés aux dépenses engagées.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

## 1. Principales méthodes comptables (suite) :

#### g) Immobilisations corporelles (suite):

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains, sont amorties selon la méthode linéaire et en fonction de leur durée de vie probable de la manière suivante :

	Durée de vie probable
Actifs	(en années)
Aménagements des terrains ayant une durée de vie limitée	15
Bâtiments et aménagements des bâtiments	40
Structures non permanentes	20
Autres bâtiments	20
Fournitures initiales	10
Mobiliers	10
Équipements	5 - 15
Matériels informatiques	3
Logiciels	5
Véhicules	5 - 10
Améliorations locatives Pendant	la durée du bail

Les immobilisations en construction, de même que les immobilisations qui ont engendré des coûts avant leur acquisition ou leur construction, ne sont pas amorties tant qu'elles ne sont pas prêtes à être mises en service.

La durée de vie utile du matériel informatique a été modifiée de cinq ans à trois ans en fonction de nouveaux renseignements relatifs à la durée de vie réelle des actifs. Par conséquent, ces actifs ont fait l'objet d'un amortissement supplémentaire afin de rendre la valeur comptable nette conforme à cette nouvelle politique. Cela s'est traduit par l'amortissement supplémentaire 541 732 \$ en 2021.

Les terrains définitivement mis hors service et conservés en attendant leur revente sont comptabilisés au coût ou à leur valeur de réalisation nette, selon le moindre de ces deux montants. Le coût d'un terrain englobe les montants consacrés aux améliorations visant à le préparer pour le vendre ou le viabiliser. Les bâtiments définitivement mis hors service et destinés à la revente ne sont plus amortis : ils sont comptabilités soit à leur valeur comptable, soit à leur valeur réalisable nette, selon celle des deux qui est la moindre. Les immobilisations qui répondent au critère de ce qui constitue un actif financier sont reclassées dans l'état consolidé de la situation financière comme « actifs destinés à la vente ».

Les œuvres d'art et les biens culturels et historiques ne sont pas consignés comme des actifs dans ces états financiers consolidés.

#### h) Paiements de transfert :

Les paiements de transfert du gouvernement, qui incluent des subventions législatives, sont constatés dans les états financiers au cours de la période pendant laquelle surviennent les événements qui donnent lieu à ces paiements, à la condition que ces

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

## 1. Principales méthodes comptables (suite) :

### h) Paiements de transfert (suite):

derniers soient autorisés, que les critères d'admissibilité aux dits paiements aient été respectés et qu'une estimation raisonnable de leur montant soit possible. Si les paiements de transfert du gouvernement contiennent des clauses qui donnent lieu à un élément de passif, ils sont reportés et constatés comme recettes lorsque les conditions sont remplies.

Les paiements de transfert du gouvernement destinés à financer des immobilisations qui satisfont à la définition de ce qui constitue un passif sont considérés des apports en capital reportés (ACR). Ces montants sont constatés comme recettes à mesure que le passif est éliminé durant le cours de la vie utile des immobilisations en question.

#### i) Revenus reportés :

Certains montants sont reçus conformément à la législation, à la réglementation ou à une entente et ne peuvent être utilisés que dans le cadre de l'exécution de certains programmes, services ou transactions. Ces montants sont constatés comme revenus pour l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées ou les services sont offerts.

#### Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs :

Le conseil scolaire offre des prestations de retraite déterminées et d'autres avantages sociaux futurs à certains groupes d'employés. Le Conseil a adopté les politiques suivantes relativement à la comptabilisation des avantages sociaux :

Dans le cadre des conventions collectives ratifiées pour les employés syndiqués qui négocient au niveau central et des discussions centrales ratifiées avec les directeurs et directeurs adjoints d'école, les fiducies de soins de santé au bénéfice des employés (FSSBE) pour la FEESO et l'AEFO ont été établies en 2016-2017. Les FSSBE pour le SCFP et les employés non syndiqués, y compris les directeurs et directeurs adjoints d'école ont été établies en 2017-2018. Les FSSBE offrent des prestations de soins de santé, d'assurance-vie et de soins dentaires aux enseignants, aux travailleurs en éducation, aux autres membres du personnel du conseil scolaire selon les critères d'admissibilité de leur FSSBE respective. Ces prestations sont offertes dans le cadre d'une structure de gouvernance conjointe entre les syndicats, les groupes d'employés, les associations de conseillers scolaires et le gouvernement de l'Ontario. Au moment du transfert des avantages sociaux pour les soins de santé, les soins dentaires et l'assurance-vie des groupes d'employés aux FSSBE, les conseils scolaires doivent remettre mensuellement le montant négocié par équivalent à temps plein (ETP). Le financement pour les FSSBE est basé sur le financement existant des avantages sociaux qui est intégré dans les Subventions pour les besoins des élèves (SBE), le financement additionnel du ministère sous la forme d'une contribution de la Couronne ainsi qu'un ajustement pour la stabilité.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

## 1. Principales méthodes comptables (suite) :

j) Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs (suite) :

Selon les ententes antérieures et les groupes d'employés, le conseil scolaire offre des prestations de soins de santé, d'assurance-vie et de soins dentaires aux retraités de tous les groupes, et continue de prendre en charge le passif du paiement des prestations couvertes pour ceux qui sont en invalidité de longue durée et pour certains retraités qui sont couverts par ces régimes.

- Les coûts des régimes de retraite à employeurs multiples offrant des prestations à cotisations déterminées, comme les pensions du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, sont les cotisations de l'employeur prévues par le régime au cours de la période.
- ii) Les coûts des prestations assurées sont la portion de l'employeur des primes d'assurance dues pour la protection des employés durant la période.
- k) Surplus accumulé aux fins de conformité, affectation interne :

Certains montants, tel qu'ils sont approuvés par les conseillères et conseillers scolaires, sont mis de côté à des fins éventuelles d'administration générale et de capital.

### Montants budgétés :

Des montants budgétés, tirés du budget approuvé par les conseillères et conseillers scolaires, sont fournis à des fins de comparaison. Le budget approuvé par les conseillères et conseillers scolaires est établi selon le modèle de financement des conseils scolaires prescrit par le gouvernement provincial. Il est utilisé pour gérer les dépenses de programme conformément aux lignes directrices du modèle de financement.

#### m) Utilisation des prévisions :

La préparation des états financiers consolidés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige que la direction fasse des prévisions et formule des hypothèses qui affectent les montants comptabilisés de l'actif et du passif et divulgue l'actif et le passif éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que les montants comptabilisés des revenus et des dépenses au cours de l'exercice. Les montants significatifs qui sont sujets à ces estimations et hypothèses incluent les charges à payer, la provision pour créances douteuses, les obligations liées aux avantages sociaux futurs, et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Ces estimations sont révisées périodiquement et, lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont reportés aux résultats de l'année durant laquelle ils deviennent apparents.

#### n) Recettes de l'impôt foncier

Selon les normes comptables du secteur public, l'entité qui détermine et établit le taux d'impôt comptabilise les recettes dans les états financiers, qui dans le cas du conseil, est la province de l'Ontario. Par conséquent, les recettes de l'impôt foncier reçues des municipalités sont comptabilisées dans le cadre des subventions générales de la province.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

## 2. Comptes débiteurs - Gouvernement de l'Ontario :

La province de l'Ontario (« la province ») a remplacé le financement variable des immobilisations par une subvention ponctuelle de soutien de la dette en 2009-2010. Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario a reçu une subvention ponctuelle pour couvrir ses emprunts pour immobilisations au 31 août 2010 corroborés par les programmes d'immobilisations existants. Le conseil reçoit cette subvention en numéraire pendant la période résiduelle des instruments d'emprunt pour immobilisations existants. Il se peut que le conseil reçoive par ailleurs des subventions annuelles destinées à financer leurs programmes d'immobilisations qui seraient dans ce cas elles aussi reflétées dans ce compte débiteur.

Au 31 août 2021, le conseil a un compte débiteur envers la province de 27 071 850 \$ relatif aux subventions pour immobilisations (2020 – 25 176 271 \$).

Le ministère de l'Éducation a mis en place une stratégie de gestion de la trésorerie à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018. Dans le cadre de cette stratégie, le ministère retarde une partie du versement de la subvention aux conseils scolaires lorsque l'excédent accumulé ajusté et les soldes des revenus reportés dépassent certains critères énoncés par le ministère. Le solde des paiements de subventions différées inclus dans le solde à recevoir du gouvernement de l'Ontario au 31 août 2021 est 8 431 831 \$ (2020 – 6 640 346\$).

#### 3. Comptes débiteurs :

	2021	2020
Gouvernement de l'Ontario	35 503 681 \$	31 820 601 \$
Gouvernement du Canada	1 213 379	733 647
Autres conseils scolaires	54 148	32 834
Municipalités	449 650	1 413 976
Autres	737 452	573 114
	37 958 310 \$	34 574 172 \$

### Comptes débiteurs - Municipalités

En raison de l'intervention contre la COVID-19, la province de l'Ontario a prolongé les échéanciers des municipalités pour le versement des impôts fonciers scolaires au conseil en 2020. Pour le conseil, ce montant correspondait à Néant \$ (2020 – 898 912 \$) et a été inclus dans les comptes débiteurs dans l'état de la situation financière.

#### 4. Marge de crédit :

Le conseil maintient une marge de crédit d'exploitation à demande, dont le montant autorisé est 4 000 000 \$, servant à financer les dépenses courantes et les dépenses en immobilisations devant être refinancées à long terme par le Ministère de l'Éducation. L'emprunt porte intérêt au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins, moins 0,50 %. Au 31 août 2021, le solde se chiffre à Néant \$ (2020 - Néant \$).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

## 5. Comptes créditeurs et charges à payer :

	2021	2020
Créditeur commerciales	3 836 005 \$	2 437 572 \$
Liés à la paie	1 988 560	2 348 853
Autres conseils scolaires	615 234	236 094
Gouvernement du Canada	207 006	191 172
Gouvernement de l'Ontario	1 896 730	2 797 767
Autres	832 721	706 855
	9 376 256 \$	8 718 313 \$

## Comptes créditeurs - Gouvernement de l'Ontario

En raison de l'intervention contre la COVID-19, la province de l'Ontario a prolongé les échéanciers des municipalités pour le versement des impôts fonciers scolaires au conseil en 2020. Pour atténuer les répercussions financières de ce report, la province a rajusté ses flux de trésorerie par l'entremise des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires en juillet 2020 afin de verser un montant supplémentaire correspondant à environ 25 % du montant des impôts fonciers scolaires prévu par le conseil dans les prévisions budgétaires révisées de 2019-2020. Pour le conseil, ce montant correspondait à Néant \$ en 2021 (2020 – 972 394 \$).

# 6. Dettes à long terme :

La dette sous forme de débentures et d'obligations au titre de contrats de location-acquisition comptabilisée dans l'état de la situation financière comprend les éléments suivants:

	2021	2020
CIBC Mellon Trust Company – débenture (i)	4 225 931 \$	4 607 131 \$
Office ontarien de financement (ii)	17 679 481	18 568 817
	21 905 412 \$	23 175 948 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

## 6. Dettes à long terme (suite) :

Les versements de capital et d'intérêts concernant la dette à long terme sous forme de débentures de 29 254 412 \$ en cours au 31 août 2021 sont exigibles de la façon suivante :

	Capital	Intérêts	Total
2022	1 332 165 \$	989 033 \$	2 321 198 \$
2023	1 396 854	924 512	2 321 366
2024	1 464 771	856 783	2 321 554
2025	1 536 067	785 671	2 321 738
2026	1 610 916	711 018	2 321 934
Par la suite	14 564 639	3 081 983	17 646 622
	21 905 412 \$	7 349 000 \$	29 254 412 \$

- (i) La débenture émise par CIBC Mellon Trust Company porte intérêt au taux de 5,483 % par année et échus en 2029. L'emprunt est garanti par l'affectation, à chaque année de la durée du terme, conformément au règlement 466/97 de la loi sur l'éducation et un engagement de ne pas épuiser les fonds affectés aux projets d'immobilisations.
- (ii) Les prêts à long terme émis par l'office Ontarien de financement portent les conditions suivantes :

Solde	Taux d'intérêt	Échéance
1 088 240 \$	4,560 %	2031
1 778 285	4,900 %	2033
5 911 959	5,062 %	2034
1 148 524	5,232 %	2035
335 342	4,833 %	2036
3 861 431	3,970 %	2036
1 771 962	2,993 %	2040
1 783 738	3,242 %	2041

Les emprunts sont garantis par l'affectation, chaque année de la durée du terme, conformément au paragraphe 39(9) alinéa 40 du règlement 341/06 de la loi sur l'éducation.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

#### 7. Revenus reportés :

Tout revenu reçu et mis de côté à des fins précises prévues par une loi, un règlement ou une entente est inclus dans le revenu reporté et comptabilisé dans l'état de la situation financière.

Les revenus reportés mis de côté à des fins particulières par la législation, la réglementation ou une entente en date du 31 août sont formés de :

				Т		
	Solde au			Transfert	apports en	Solde au
	31 août	C	ontributions	aux	capital	31 août
	2020		reçues	revenus	reportés	2021
						_
Réfections	1 932 530	\$	1 250 861	\$ 29 480 \$	418 575 \$	2 735 336 \$
Enfance en difficulté	714 246		8 640 825	8 646 578	_	708 493
Enfance en difficulté –						
Redressement pour le N	ord –		2 500 000	1 194 491	_	1 305 509
Éducation autochtone	104 885		218 982	128 492	_	195 375
Rendement des élèves	20 625		170 815	179 476	_	11 964
Autres	1 679 025		2 650 149	4 053 425	_	275 749
Total	4 451 311	\$	15 431 632	\$14 231 942\$	418 575 \$	5 232 426 \$

#### 8. Apports en capital reportés :

Les apports en capital reportés sont les subventions et contributions reçues aux fins de l'acquisition d'immobilisations corporelles amortissables, conformément au Règlement de l'Ontario 395/11 et dépensé à la fin de l'exercice. Ces montants sont constatés comme revenus à mesure que le passif est éliminé durant le cours de la vie utile des immobilisations en question.

	2021	2020
Solde, début de l'exercice	63 536 226 \$	61 933 592 \$
Ajouts aux apports en capital reportés	8 722 657	5 214 244
	72 258 883	67 147 836
Recettes constatées pour la période	(4 459 169)	(3 611 610)
Soldé, fin de l'exercice	67 799 714 \$	63 536 226 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

#### 9. Frais payés d'avance :

	2021		2020
Assurance	62 490	\$	56 145 \$
Autres	78 156		87 994
	140 646	\$	144 139 \$

#### 10. Immobilisations corporelles :

	Solde au			Solde au
	31 août	Ajouts et	Dispositions	31 août
Coûts	2020	transferts	et radiations	2020
Terrains	1 621 588	\$ _	\$ -	\$ 1 621 588 \$
Aménagements des terrains	4 223 270	623 521	_	4 846 791
Bâtiments	98 873 961	6 155 794	_	105 029 755
Mobiliers et équipements	8 054 308	1 517 528	(1 149 216)	8 422 620
Véhicules	195 652	45 412	_	241 064
Améliorations locatives	1 700 476	380 402	_	2 080 878
Immobilisations louées	254 793	_	(254 793)	_
Total	114 924 048	\$ 8 722 657	\$ (1 404 009)	\$ 122 242 696 \$
				_

Amortissements cumulés	Solde au 31 août 2020	Amortissements	Dispositions radiations et ajustements	Solde au 31 août 2021
Aménagements des terrains Bâtiments Mobiliers et équipements Véhicules Améliorations locatives	2 019 603 38 311 827 4 963 210 163 831 378 769	\$ 275 717 2 844 623 1 438 352 21 070 94 574	\$ - \$ - (1 149 216) - - (254 703)	2 295 320 \$ 41 156 450 5 252 346 184 901 473 343
Immobilisations louées  Total	254 793 46 092 033	\$ 4 674 336	(254 793) \$ (1 404 009) \$	49,362,360 \$

	Valeur comptabl 31 août 20	Valeur comptable nette 31 août 2021		
Terrains	1 621 588	\$ 1 621 588 \$		
Aménagements des terrains	2 203 667	2 551 471		
Bâtiments	60 562 134	63 873 305		
Mobiliers et équipements	3 091 098	3 170 274		
Véhicules	31 821	56 163		
Améliorations locatives	1 321 707	1 607 535		
Immobilisations louées	_	_		
Total	68 832 015	\$ 72 880 336 \$		

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

#### 11. Surplus accumulé :

	2021	2020
Surplus :		
Aux fins de conformité – Non affecté		
Fonds de roulement	6 406 572 \$	5 237 858 \$
Aux fins de conformité – affectation interne		
Gratifications de retraite	138 527	171 585
Fonctionnement des écoles	372 541	235 503
Projets d'immobilisations engagés	3 459 032	3 674 199
Non disponible aux fins de conformité		
Fonds générés par les écoles	586 911	592 866
Passif au titre des prestations de retraite et des a	utres	
avantages sociaux futurs	(41 961)	(83 923)
Revenus comptabilisés pour les terrains	1 621 590	1 621 590
Autres	(285 863)	(302 961)
Surplus accumulé	12 257 349 \$	11 146 717 \$

#### 12. Dépenses par objets :

Voici un sommaire des dépenses courantes et des dépenses en immobilisations comptabilisées dans l'état des activités financières par objets :

	Budget	Résultats	Résultats
	2021	2021	2020
Dépenses courantes :			
Salaires et traitements	42 173 838 \$	43 736 567 \$	41 454 129 \$
Avantages sociaux	7 276 731	7 902 980	7 336 109
Perfectionnement du personnel	234 836	177 433	142 605
Fournitures et services	6 217 635	5 547 816	5 861 210
Intérêts	1 054 037	1 070 275	1 100 194
Dépenses de location	53 400	45 711	53 321
Frais et services contractuels	6 229 190	8 634 607	6 197 503
Autres	3 186 577	392 299	322 479
Amortissement des immobilisations	3 716 523	4 674 336	3 814 749
Activités financées par les écoles	400 000	328 370	693 344
	70 542 767\$	72 510 394 \$	66 975 643 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

#### 13. Fonds en fiducie:

Les fonds en fiducie administrés par le conseil, dont le montant s'élève à 46 429 \$ (2020 – 46 549 \$) n'ont pas été inclus dans l'état consolidé de la situation financière, pas plus que les opérations s'y rapportant n'ont été pris en compte dans l'état consolidé des résultats.

#### 14. Fonds d'échange d'assurance des conseils scolaires de l'Ontario :

Le conseil scolaire est membre du Fonds d'échange d'assurance des conseils scolaires de l'Ontario (OSBIE), une société d'assurance réciproque titulaire d'un permis en vertu de la *Loi sur l'assurance*. L'OSBIE offre une couverture de responsabilité publique et générale, de même qu'une couverture des dommages aux biens et de certains autres risques. L'assurance-responsabilité est disponible jusqu'à concurrence de 27 000 000 \$ par événement.

Les primes payables sur une période de cinq ans sont en fonction de l'assurance de réciprocité et des antécédents du risque du conseil scolaire. De temps à autre, le conseil pourra recevoir un remboursement ou être demandé à payer une prime additionnelle au prorata de ses antécédents. Les cinq années de validité de la police actuelle expirent le 31 décembre 2021.

#### 15. Avantages sociaux futurs :

#### Prestations de retraite :

(i) Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :

Le personnel enseignant et les groupes d'employés connexes peuvent devenir membres du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. Les cotisations de l'employeur pour ces employés sont fournies directement par la province de l'Ontario. Les charges de retraite et les obligations liées à ce régime représentent une responsabilité directe de la province. Par conséquent, aucun coût ni aucun passif lié à ce régime ne sont inclus dans les états financiers consolidés du Conseil.

(ii) Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario :

Tous les employés non enseignants du Conseil peuvent devenir membres du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario (RREMO), un régime de retraite à employeurs multiples. Le régime procure des prestations de retraite à prestations déterminées aux employés selon leur nombre d'années de service et les taux de rémunération. À compter du 1er janvier 2019, les taux de cotisation des employés ont maintenu à des taux pouvant atteindre 14,6 % (1er janvier 2020 – 14,6 %) des gains. Les cotisations au régime du Conseil équivalent aux cotisations de l'employé. Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2021, le Conseil a cotisé 1 257 235 \$ (2020 – 1 125 008 \$) au régime. Comme il s'agit d'un régime de retraite à employeurs multiples, ces cotisations sont les charges de prestations de retraite du Conseil. Aucun passif découlant de ce genre de régime de retraite n'est inclus dans les états financiers consolidés du Conseil.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

#### 15. Avantages sociaux futurs (suite):

#### Autres avantages sociaux futurs des employés :

Obligations concernant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail :

Le Conseil est un employeur de l'annexe 2 aux termes de la Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail et, à ce titre, assume la responsabilité du paiement de toutes les réclamations à ses travailleurs blessés aux termes de la Loi. Le Conseil ne subventionne pas ces obligations préalablement aux paiements faits en vertu de la Loi. Les coûts des prestations et le passif au titre des prestations liées à ce régime sont inclus dans les états financiers consolidés du Conseil. La Loi de 2012 donnant priorité aux élèves impose aux conseils scolaires de verser un montant complémentaire aux employés recevant des paiements de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents de travail, si une disposition de la convention collective négociée précédemment le stipulait.

#### 16. Consortium du transport :

(i) Les services de transport pour le Conseil sont fournis par le Consortium de services aux élèves de Sudbury (Consortium) en partenariat avec le Conseil scolaire du district catholique du Nouvel-Ontario, Rainbow District School Board et Sudbury Catholic District School Board.

Le Consortium est un organisme à but non lucratif incorporé sous les lois de la province de l'Ontario. Selon l'entente régie au moment de la création du Consortium, les décisions opérationnelles et financières sont partagées d'une part égale entre les quatre conseils scolaires.

Le Conseil représente 10,3 % (2020 – 9,8 %) des dépenses administratives du Consortium pour la période terminée le 31 août 2021.

Les services de transport pour le Conseil sont fournis par l'East of Thunder Bay Transportation Consortium (Consortium) en partenariat avec le Conseil scolaire du district catholique des Aurores Boréales, Superior-Greenstone District School Board et Superior North Catholic District School Board.

Le Consortium est un organisme à but non lucratif incorporé sous les lois de la province de l'Ontario. Selon l'entente régie au moment de la création du Consortium, les décisions opérationnelles et financières sont partagées d'une part égale entre les quatre conseils scolaires.

Le Conseil représente 5,2 % (2020 – 7,1 % ) des dépenses administratives du Consortium pour la période terminée le 31 août 2021.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour l'exercice terminé le 31 août 2021

#### 17. Consortium pour les élèves du nord de l'Ontario (CÉNO) :

Le CÉNO est un organisme à but non lucratif qui offre des services spécialisés en français, afin de contribuer à l'épanouissement et à la réussite des élèves ayant des besoins particuliers.

Le CÉNO désert les conseils suivants :

Conseil scolaire catholique de district des Grandes Rivières

Conseil scolaire catholique Franco-Nord

Conseil scolaire catholique Nouvel-Ontario

Conseil scolaire du district catholique des Aurores boréales

Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario

Conseil scolaire public du Nord Est de L'Ontario

Les revenus sont égaux aux dépenses et sont intégrés dans les résultats du Conseil.

#### 18. Données budgétaires:

Les données budgétaires présentées dans ces états financiers consolidés sont basées sur les budgets 2021 approuvés par le Conseil le 26 août 2020.

#### 19. Effets de COVID - 19:

En 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré l'épidémie du coronavirus («COVID-19») une pandémie mondiale. Le Conseil continue de surveiller la situation et de planifier les changements potentiels au cours de l'année scolaire 2021-2022 et au-delà.

En raison de la pandémie, le Conseil pourrait être exposé à un risque accru dans plusieurs domaines.

Le 31 août 2021, le Conseil n'a pas procédé à des ajustements importants pour refléter l'impact futur possible du COVID-19. La direction a évalué l'incidence sur le Conseil et estime qu'il n'y a pas d'enjeux financiers importants, car le Conseil dispose d'un fonds de roulement adéquat disponible et d'un accès à des ressources liquides suffisantes pour soutenir les opérations au cours de l'année à venir. Les répercussions ainsi que la durée de la pandémie actuelle sont hautement imprévisibles, il n'est donc pas possible d'estimer et de divulguer son effet financier sur les opérations futures pour le moment.

#### 20. Engagements:

Le Conseil est engagé à de divers projets de réfections de ses écoles. Ces projets sont approuvés par le Ministère de l'Éducation. Au 31 août 2021, les engagements pour ses projets du Conseil se chiffrent à 2 927 771 \$.

# Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario Rapport financier intérimaire

#### En date du 31 octobre 2021 et du 31 octobre 2020

Dé	penses :	Budget 2020-2021	Dépenses actuelles 31 octobre 2020	% dépensé	Budget 2021-2022	Dépenses actuelles 31 octobre 2021	% dépensé	
1 Titu	ulaires de classe	26 382 974	4 131 760	15,7%	26 829 707	4 303 204	16,0%	Α
2 Ens	seignants suppléants	1 046 874	98 389	9,4%	1 233 400	155 709	12,6%	С
ens	les-enseignantes et aides- seignants	3 921 118	649 089	16,6%	3 832 437	713 842	18,6%	В
	ucatrices et éducateur de la petite ance	1 586 270	253 451	16,0%	1 399 207	248 980	17,8%	K
•	nuels scolaires, matériel actique et fournitures	2 020 455	258 387	12,8%	2 253 850	131 212	5,8%	D
6 Ord	dinateurs de classe	1 010 790	62 185	6,2%	1 058 685	71 005	6,7%	Α
para	utien professionnel et raprofessionnel	5 126 614	669 515	13,1%	5 418 263	917 145	16,9%	E
•	rvices de bibliothèque et rientation	643 034	105 554	16,4%	664 644	116 502	17,5%	М
9 Per	rfectionnement professionnel	167 910	200	0,1%	185 970	23 656	12,7%	F
10 Dire	ections, directions adjointes	2 821 178	448 129	15,9%	2 967 280	439 461	14,8%	ı
11 Sec	crétaires d'école et fournitures	1 756 774	245 718	14,0%	1 892 509	301 838	15,9%	М
	ordinateurs, coordinatrices et nsultants	1 446 880	218 849	15,1%	1 423 415	244 195	17,2%	L
	ministration des conseils scolaires	3 481 895	657 011	18,9%	3 624 627	772 638	21,3%	J
éco		6 764 122	1 029 750	15,2%	6 728 060	892 806	13,3%	G
	ucation permanente, cours d'été angues internationales	8 000	-	0,0%	8 000	-	0,0%	Α
	ansport des élèves	3 477 131	598 336	17,2%	3 646 785	627 785	17,2%	Α
	TAL DES DEPENSES DE NCTIONNEMENT	61 662 019	9 426 323	15,3%	63 166 839	9 959 978	15,8%	
CAI	PITAL							
18 Réf	fections	5 164 720	410 427	7,9%	6 530 701	355 205	5,4%	Α
19 Am	ortissement	3 420 594		0,0%	4 243 743		0,0%	Α
20 Tot	tal des dépenses du capital	8 585 314	410 427	4,8%	10 774 444	355 205	3,3%	1
<b>21</b> Aut	tres dépenses	3 080 000	713 045	23,2%	2 116 736	702 980	33,2%	Н
22 TO	TAL	73 327 333	10 549 795	14,4%	76 058 019	11 018 163	14,5%	

#### Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario Rapport financier intérimaire En date du 31 octobre 2021 et du 31 octobre 2020

#### Notes explicatives:

- A La dépense est comparable à celle de l'an dernier.
- B Nous avons fait l'embauche de TES supplémentaires en début d'année scolaire.
- C Nous avons utilisé de la suppléance à court terme jusqu'à ce que nous puissions faire l'embauche permanente.
- D Au début de l'année scolaire 2020-2021, nous avons fait l'installation de plexi en salle de classe.
- E Avec les nouvelles argents COVID en 2020-2021, nous avons comblé des postes tard à l'automne et en 2021-2022, nous avons des vacances payées puisqu'il y a eu des changements dans le personnel.
- F Il y a eu très peu de perfectionnement professionnel en 2020-2021 à cause du manque de suppléance.
- G Nous avons fait l'achat de purificateurs d'air en 2020-2021.
- H Le Conseil a reçu plus de projets pour l'année scolaire 2021-2022 à comparativement à ce qui a été budgété.
- I II y a plus de remplacement de direction d'école en début d'année en 2020-2021.
- J Nous avons un peu plus de personnel en poste en 2021-2022 et l'augmentation salariale a eu lieu tard en 2020-2021,
- K Nous avons budgété trop pour cette ligne puisque nous avons du personnel plus bas sur la grille. Nous avons regardé de plus proche le personnel actuel en poste.
- L Nous avons utilisé en 2020-2021 des postes de conseillers pédagogiques pour combler des différents postes.
- M Les augmentations salariales ont eu lieu plus tard dans l'année scolaire 2020-2021.

## Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario

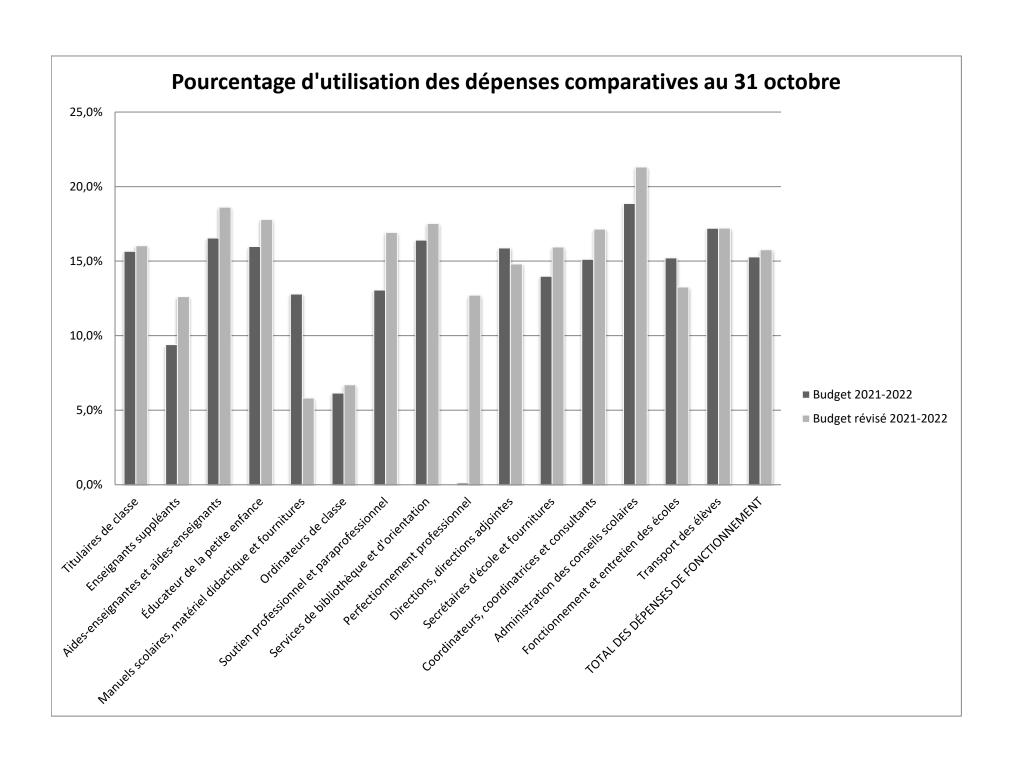
Rapport financier intérimaire En date du 31 octobre 2021

	1						•
	Dépenses :	Budget 2021-2022	Dépenses actuelles 31 octobre 2021	% dépensé	Prévision des dépenses 31 octobre 2021	% prévu	
1	Titulaires de classe	26 829 707	4 303 204	16,0%	4 490 674	16,7%	d
2	Enseignants suppléants	1 233 400	155 709	12,6%	161 291	13,1%	a
	Aides-enseignantes et aides-enseignants	3 832 437	713 842	18,6%	686 645	17,9%	b
4	Educatrices et éducateur de la petite enfance	1 399 207	248 980	17,8%	247 596	17,7%	а
5	Manuels scolaires, matériel didactique et fournitures	2 253 850	131 212	5,8%	375 642	16,7%	g
6	Ordinateurs de classe	1 058 685	71 005	6,7%	176 448	16,7%	f
7	Soutien professionnel et paraprofessionnel	5 418 263	917 145	16,9%	896 097	16,5%	а
8	Services de bibliothèque et d'orientation	664 644	116 502	17,5%	116 652	17,6%	а
9	Perfectionnement professionnel	185 970	23 656	12,7%	24 319	13,1%	а
10	Directions, directions adjointes	2 967 280	439 461	14,8%	453 948	15,3%	o
11	Secrétaires d'école et fournitures	1 892 509	301 838	15,9%	322 928	17,1%	١
12	Coordinateurs, coordinatrices et consultants	1 423 415	244 195	17,2%	238 247	16,7%	a
13	Administration des conseils scolaires	3 624 627	772 638	21,3%	768 421	21,2%	а
14		6 728 060	892 806	13,3%	1 112 718	16,5%	i
15	Éducation permanente, cours d'été et langues internationales	8 000	-	0,0%	- 1	0,0%	a
16	Transport des élèves	3 646 785	627 785	17,2%	729 357	20,0%	С
17	TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	63 166 839	9 959 978	15,8%	10 800 982	17,1%	
	CAPITAL						
18	Réfections	6 530 701	355 205	5,4%	1 080 077	16,5%	f
19	Amortissement	4 243 743	-	0,0%	-	0,0%	k
20	Total des dépenses du capital	10 774 444	355 205	3,3%	1 080 077		
21	Autres dépenses	2 116 736	702 980	33,2%	350 076	16,5%	h
22	TOTAL	76 058 019	11 018 163	14,5%	12 231 135	16,1%	
							-

# Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario Rapport financier intérimaire En date du 31 octobre 2021

#### Notes explicatives:

- a- La prévision des dépenses est raisonnable à comparativement aux dépenses réelles.
- b Nous avons fait l'embauche de TES supplémentaires en début d'année scolaire. Le budget sera modifié au budget révisé.
- c Nous n'avons pas encore été facturés pour les régions à l'extérieur de Sudbury.
- d Le budget est trop élevé puisque nous avons embauché du personnel plus bas sur la grille. Le nouveau budget pour les salaires d'enseignants sera présenté au budget révisé.
- f Une grande partie des dépenses ont lieu vers la fin de l'année scolaire.
- g Nous avons des budgets de contingents qui sont utilisés vers la fin de l'année.
- h Nous avons plusieurs projets qui ont été reçus après que le budget a été approuvé.
- i -Les dépenses liées à l'hiver sont à venir, chauffage et déblayage de neige.
- k Nous n'avons pas commencé à comptabiliser l'amortissement. Nous le faisons pour le rapport de 7 mois du Ministère.
- I Nous avons des budgets centraux qui ont très peu de dépenses à date.
- o Le budget reflète des contingents de remplacement.



Téléphone: 705 671-1533 Sans frais: 1-800 465-5993 Télécopieur: 705 671-1720

cspgno.ca

Siège social 296, rue Van Horne Sudbury, Ontario P3B 1H9 Centre pédagogique 37, boulevard Lasalle Sudbury, Ontario P3A 1W1

Le 26 novembre 2021 F.2.d

AUX MEMBRES DU CONSEIL

#### Objet : Honoraires des conseillères et conseillers scolaires pour l'année 2021-2022

#### **ANTÉCÉDENTS**

Selon la ligne de conduite A-004 Honoraires, le calcul des honoraires des conseillères et conseillers scolaires doit être calculé annuellement.

#### SITUATION ACTUELLE

Le calcul de l'allocation comprend deux (2) composantes de base ainsi que deux (2) autres composantes pour la présidence et la vice-présidence du Conseil. Trois (3) de ces composantes sont fixes pour le mandat des conseillères et conseillers scolaires. Chaque année, le Conseil fait un calcul de la dernière composante qui est basé sur l'effectif de l'année scolaire précédente.

Le tableau ci-joint démontre le calcul de l'allocation des conseillères et conseillers scolaires. L'allocation augmente de 4,14 \$ cette année puisque les effectifs sont à la hausse.

#### RECOMMANDATIONS

- 1. **QUE** le rapport « Honoraires des conseillères et conseillers scolaires » en date du 26 novembre 2021 soit reçu.
- 2. **QUE** le Conseil approuve les taux d'allocation pour les conseillères et les conseillers scolaires pour l'année scolaire 2021-2022 tel qu'indiqué à l'annexe.

Préparé par : Le surintendant des affaires Alain Gélinas Présenté par : Le directeur de l'Éducation Marc Gauthier



#### Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario Calcul de la rémunération maximale des conseillers et conseillères scolaires Année scolaire 2021-2022

1.	1. Effectif quotidien moyen au 31 octobre 2020				
2.	Calcul pour un conseiller ou une conseillè	re scolaire			
	Montant de base			5 900,00 \$	
	Montant pour l'effectif	(EQM X 1,75 \$) # de conseillers scolaires	(2 625X 1,75\$) 12	382,81 \$	
	Total de la rémunération maximale			6 282,81 \$	
3.	Calcul pour la vice-présidence				
	Montant calculé à la section 2			6 282,81 \$	
	Montant de base pour la vice-présidence			2 500,00 \$	
	Montant supplémentaire lié à l'effectif	(EQM X 2,5 cents avec un mini	mum de 250 \$)	250,00 \$	
	Total dans le cas ou il y a une vice-présidence	e		9 032,81 \$	
4.	Calcul pour la présidence				
	Montant calculé à la section 2			6 282,81 \$	
	Montant de base pour la présidence			5 000,00 \$	
	Montant supplémentaire lié à l'effectif	(EQM X 5 cents avec un minime	um de 500 \$)	500,00 \$	
	Total pour la présidence			11 782,81 \$	

#### 5. Indemnité de présence

50\$ par réunion du comité consultatif pour l'enfance en difficulté (CCED) ou du comité sur l'apprentissage parallèle dirigé pour élèves dispensés de fréquentation scolaire (SALEP) et de 50 \$ par réunion du comité de vérification.

#### 6. Indemnité de distance

50\$ par déplacement pour une réunion du Conseil ou d'un comité pour les membres dont la résidence est à plus de 200 km de la réunion. Les membres du Conseil ne peuvent toucher la somme liée à la distance qu'une seule fois pendant d'une même journée.

# Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario

# Budget révisé 2021-2022



## Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario Budget révisé 2021-2022 Effectifs

	Actuels	Prévisions	Actuels	
Équivalent temps plein (ETP)	2020-2021	2021-2022	2021-2022	Différence
<u></u>	4 00 4 50	4 0 40 00	4 050 00	40.00
Élémentaire	1 964,50	1 943,00	1 959,00	16,00
Secondaire	660,50	665,00	679,00	14,00
Gecondane	000,50	000,00	079,00	14,00
Total	2 625,00	2 608,00	2 638,00	30,00
Éducation des adultes	4,00	3,00	3,00	-

## Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario Budget révisé 2021-2022 Revenus

	Subventions :	Prévisions budgétaires 2021-2022	Prévisions budgétaires révisées 2021-2022	ÉCART
1	Subvention de base - élèves	14 690 338	14 874 400	184 062
2		4 100 051	4 126 194	26 143
_	Cubvertion de base - cooles	4 100 001	4 120 104	20 140
3	Éducation de l'enfance en difficulté	12 037 357	12 007 290	(30 067)
4		6 574 695	6 616 949	42 254
5	Subvention pour écoles éloignées	4 458 888	4 600 059	141 171
6	Conseils ruraux et éloignés	2 675 815	2 703 189	27 374
7	Élément pour l'éducation en milieu rural et dans le			21 314
•	nord	93 682	93 682	-
8	Programmes d'aide à l'apprentissage	944 518	945 834	1 316
9	Éducation des adultes et cours d'été	28 789	28 789	-
10		2 619 683	2 216 693	(402 990)
11	Programme d'insertion professionnelle du nouveau personnel enseignant	71 170	71 170	_
12	· ·	219 575	234 660	15 085
13	Somme supplémentairepour les fiducies	869 646	869 646	-
14	Transport des élèves	3 328 839	3 338 942	10 103
15	Administration et gestion	3 069 922	3 086 159	16 237
16	Subventions pour les leaders RMP	999 389	999 389	-
17	Fonctionnement des écoles	5 823 819	5 860 193	36 374
18	Utilisation communautaire des écoles	77 027	77 027	-
19	Redressement pour baisse des effectifs	42 597	-	(42 597)
20	Subvention des Premières nations, Métis et Inuits	136 545	139 307	2 762
21	Subvention pour la santé mentale et bien-être	479 528	481 380	1 852
22	Fonds de soutien aux élèves	525 327	525 327	-
23	Allocation de soutien dans le contexte Covid-19	-	-	-
24	Sous-total	63 867 200	63 896 279	29 079
25	Réfection des écoles	6 530 701	5 938 540	(592 161)
26	Amortissement	4 029 076	4 412 218	383 142
27	Total	74 426 977	74 247 037	(179 940)
28	Autres revenus de fonctionnement	1 469 321	2 316 558	847 238
29	Utilisation du surplus accumulé et revenu reportés	286 397	3 316 235	3 029 838
30	Total des revenus de fonctionnement	76 182 695	79 879 830	3 697 136
31	Autres revenus	2 116 736	2 960 263	843 527
32	Grand total	78 299 431	82 840 093	4 540 663

#### Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario Budget révisé 2021-2022 Personnel du Conseil

Personnei d	u Conseii		
	Prévisions budgétaires 2021-2022	Prévisions budgétaires révisées 2021-2022	<u>+ / -</u>
Personnel enseignant			
Élémentaire	151,50	153,00	1,50
Secondaire	83,50	84,50	1,00
	235,00	237,50	2,50
Personnel non enseignant			_
Directions et directions adjointes	24,00	24,00	0,00
TES, aides-enseignantes, aides-enseignants	54,00	63,00	9,00
Éducateur éducatrice de la petite enfance (PAJE)	23,32	24,33	1,01
Préposée aux soins des enfants	0,50	0,50	0,00
Commis (bibliothèque)	8,95	8,95	0,00
Secrétaires et commis secrétaire	21,20	21,20	0,00
Surveillance du dîner (une heure par jour)	22,00	24,00	2,00
Entretien	40,25	42,09	1,84
Entiction	194,22	208,07	13,85
0 : "	10 1,22	200,01	. 5,55
Services aux élèves			0.00
Direction	1,00	1,00	0,00
Leader	2,00	2,00	0,00
Enseignante en surdité	2,00	2,00	0,00
Assistante en équipement spécialisé	1,00	1,00	0,00
Assistante en LSQ	1,00	1,00	0,00
Intervention comportementales	3,00	3,00	0,00
Psychométriciennes	3,00	3,00	0,00
Orthophoniste	5,00	5,00	0,00
Agente en ACA	1,00	1,00	0,00
Agent en assiduité	1,00	1,00	0,00
Travailleuses sociales	6,00	6,00	0,00
Secrétaire	1,00	1,00	0,00
	27,00	27,00	0,00
Services pédagogiques			
Direction	1,00	1,00	0,00
Leaders	1,00	1,00	0,00
Conseillers pédagogiques	13,00	13,00	0,00
Ergothérapeute	1,00	1,00	0,00
Gestionnaire de la petite enfance	2,00	2,00	0,00
Bibliotechnicien	1,00	1,00	0,00
Assistantes en intervention langagière et ALF	4,50	4,50	0,00
Animatrice du programme en français s'il vous plaît	3,00	3,00	0,00
Animateur et animatrice culturel	6,00	6,00	0,00
Secrétaire	1,00	1,00	0,00
Conciergerie	0,40	0,40	0,00
	33,90	33,90	0,00
Services centralisés			
Administration générale	6,00	6,00	0,00
Administration pédagogique	4,00	4,00	0,00
Administration des affaires	8,00	8,00	0,00
Administration des ress. humaines	8,00	8,00	0,00
Services informatiques	9,00	9,00	0,00
Opération et entretien des écoles	5,33	5,33	0,00
	40,33	40,33	0,00
Total du personnel	530,45	546,80	16,35

# Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario Budget révisé 2021-2022 Dépenses

	Dépenses :	Prévisions budgétaires 2021-2022		Prévisions budgétaires révisées 2021-2022	ÉCART
	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT				
1	Titulaires de classe	26 829 707	-	26 451 385	(378 322)
2	Suppléances	1 233 400		1 235 954	2 554
3	Aides-enseignantes et aides-enseignants	3 832 437		4 330 873	498 436
4	Éducatrices et éducateur de la petite enfance	1 399 207		1 408 266	9 059
5	Manuels scolaires, matériel didactique et fournitures	2 253 850	ŀ	2 941 717	687 867
6	Ordinateurs de classe	1 058 685	ŀ	1 158 685	100 000
7	Soutien professionnel et paraprofessionnel	7 974 645		8 039 056	64 411
8	Services de bibliothèque et d'orientation	664 644		685 223	20 579
9	Perfectionnement professionnel	185 970		188 351	2 381
10	Directions, directions adjointes	2 967 280	Ļ	2 954 222	(13 058)
11	Secrétaires d'école et fournitures	1 892 509	ŀ	1 848 011	(44 498)
12	Coordinateurs, coordinatrices et consultants	1 923 415		1 886 161	(37 254)
13	Administration des conseils scolaires	3 624 627		3 609 893	(14 734)
14	Fonctionnement et entretien des écoles	6 728 060		6 859 717	131 657
15	Education permanente, cours d'été et langues internationales	8 000		8 000	-
16	Transport des élèves Provision pour éventualité	3 646 785		3 748 992	102 207
	·		ŀ		
17	TOTAL	66 223 221	ŀ	67 354 506	1 131 285
	CAPITAL				
	Réfection des écoles Amortissement	6 530 701		8 673 876	2 143 175
19	Amortissement	4 243 743	-	4 626 883	383 140
20	TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	76 997 665		80 655 265	3 657 600
21	Autres dépenses	2 116 736		2 960 263	843 527
22	GRAND TOTAL	79 114 401	ŀ	83 615 528	4 501 127

## Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario Budget révisé 2021-2022 Enfance en difficulté

		RECETTES	DÉPENSES	
		(1)	(2)	(1-2)
		Subventions	Budget	ÉCART () = déficit
	Catégories de dépenses			
1	Titulaires de classe	3 356 605	3 556 398	(199 793)
2	Suppléances	318 019	346 765	(28 746)
3	Aides-enseignantes et aides-enseignants	3 717 171	3 615 857	101 314
4	Manuels scolaires, matériel didactique et			
	fournitures	264 587	281 489	(16 902)
5	Ordinateurs de classe	82 120	88 000	(5 880)
6	Soutien professionnel et paraprofessionnel	4 158 321	4 327 881	(169 560)
7	Perfectionnement professionnel	28 616	31 585	(2 969)
8	Coordinateurs, coordinatrices et consultants	505 886	578 368	(72 482)
9	TOTAL DES DÉPENSES EN EED	12 431 325	12 826 343	(395 018)
	Somme transférée du revenu reporté de			
10	l'enfance en difficulté			395 018
11	Total			-

## Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario Budget révisé 2021-2022 Dépenses en enfance en difficulté

		DÉPENSES	DÉPENSES	
		(1)	(2)	(1-2)
		budget 2021-2022	budget révisé 2021-2022	ÉCART ( ) = déficit
	Catégories de dépenses			
1	Titulaires de classe	3 530 750	3 556 398	25 648
2	Suppléances	365 593	346 765	(18 828)
3	Aides-enseignantes et aides-enseignants	3 440 817	3 615 857	175 040
4	Manuels scolaires, matériel didactique et fournitures	276 246	281 489	5 243
5	Ordinateurs de classe	88 000	88 000	-
6	Soutien professionnel et paraprofessionnel	4 418 758	4 327 881	(90 877)
7 8	Perfectionnement professionnel Coordinateurs, coordinatrices et consultants	30 000 578 740	31 585 578 368	1 585 (372)
9	TOTAL DES DÉPENSES EN EED	12 728 904	12 826 343	97 439

## Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario Budget révisé 2021-2022 Comparaison des recettes et dépenses

		DÉPENSES		RECETTES 20	021-2022		DÉPENSES	
		Prévisions budgetaires 2021-2022	(1) Subventions du MÉO et recettes d'impôts fonciers	(2) Réserves et revenus reportés	(3) Autres recettes	(1+2+3) TOTAL	Prévisions budgetaires révisées 2021-2022	ÉCART
	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT							
1	Titulaires de classe	26 829 707	28 390 811		560 746	28 951 557	26 451 385	2 500 172
2	Enseignants suppléants Aides-enseignantes et aides-	1 233 400 3 832 437	1 012 716 4 057 352		118 565	1 012 716 4 175 917	1 235 954 4 330 873	(223 238) (154 956)
4	Éducatrices et éducateur de la petite enfance	1 399 207	976 581		400 000	1 376 581	1 408 266	(31 685)
5	Manuels scolaires, matériel didactique et fournitures	2 253 850	1 810 384	185 881	263 900	2 260 165	2 941 717	(681 552)
6	Ordinateurs de classe	1 058 685	1 039 812		100 000	1 139 812	1 158 685	(18 873)
7	Soutien professionnel et paraprofessionnel	7 974 645	6 516 258	395 018	243 010	7 154 286	8 039 056	(884 770)
8	Services de bibliothèque et d'orientation	664 644	657 911			657 911	685 223	(27 312)
9	Perfectionnement professionnel	185 970	92 932			92 932	188 351	(95 419)
10	Directions, directions adjointes	2 967 280	2 804 847		72 518	2 877 365	2 954 222	(76 857)
11	Secrétaires d'école et fournitures	1 892 509	1 379 902		55 019	1 434 921	1 848 011	(413 090)
12	Coordinateurs, coordinatrices et consultants	1 923 415	2 108 132			2 108 132	1 886 161	221 971
13	Administration des conseils scolaires	3 624 627	3 358 147		185 000	3 543 147	3 609 893	(66 746)
14	Fonctionnement et entretien des écoles	6 728 060	6 324 451		112 700	6 437 151	6 859 717	(422 566)
15	Éducation permanente, cours d'été et langues internationales	8 000	18 025			18 025	8 000	10 025
16	Transport des élèves	3 646 785	3 348 018		205 100	3 553 118	3 748 992	(195 874)
17	TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	66 223 221	63 896 279	580 899	2 316 558	66 793 736	67 354 506	(560 770)
	CAPITAL							
18	Réfection des écoles	6 530 701	5 938 540	2 735 336	-	8 673 876	8 673 876	-
19	Amortissement	4 243 743	4 412 218	-	-	4 412 218	4 626 883	(214 665)
20	Total des dépenses du capital	10 774 444	10 350 758	2 735 336	-	13 086 094	13 300 759	(214 665)
21	Autres dépenses	2 116 736	2 960 263	-	-	2 960 263	2 960 263	-
22	GRAND TOTAL	79 114 401	77 207 300	3 316 235	2 316 558	82 840 093	83 615 528	(775 435)

# Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario Budget révisé 2021-2022 Projets

Projets approuvés :	
PAJO	120 022
Engagement des élèves	10 000
Destination réussite	836 000
Participation et engagement des parents	10 175
Bien-être et la santé mentale	15 166
Stratégie de mathématique	243 628
Moniteur de langue	51 750
Promotion de l'éducation	25 000
Cours menant à une QA en autisme	4 440
Apprentissage et l'innovation à l'intention du personnel enseignant	45 000
Développement communautaire	45 000 45 000
Animation culturelle - Fonds d'appui	30 000
Allimation culturelle - Pontis d'appui ALF - PANA	50 000 50 000
Giare	7 500
	11 000
Bourse pour l'apprentissage des métiers Soutien au décloisonnement	21 919
	6 081
Bien-être du personnel	6 500
Programme de cricket	37 000
Soutien au transport et stabilité de jeunes pris en charge MHS	132 000
111112	19 821
Soutien et efficacité des systèmes	
Réangagement des élèves	43 890 72 500
Réangagement et continuité de l'apprentissage	72 500 100 000
Perfectionnement pour le personnel enseignant	100 000
Pénurie des enseignants :	
- Renforcement des capacités dans un environnement d'apprentissage	72 450
d'apprentissage virtuel	73 158
- Programme de mentorat pour les enseignants - associés et	75 000
les candidats à l'enseignement	75 000
Fonds de protection pour les employés Transition vers un nouveau système d'information de 2020-2021	49 082
Lutte contre la traite sexuelle	77 000
	6 048 293 565
Projets technologique	
Excellence en administration Subvention COVID :	150 000
	020 505
<ul> <li>Soutien en personnel supplémentaires</li> <li>Soutien supplémentaire au fonctionnement des écoles</li> </ul>	936 565 77 236
• •	77 236 205 100
- Transport scolaire	
- Soutien à l'éducation spécialisé - Soutien à la santé mentale	120 632
- Soutien à la sante mentale - Réinsertion des élèves et soutiens dans l'évaluation de la lecture	240 943 43 865
Prêt de service	321 220 47 594
Autres	17 584
Total	4 631 390
1000	7 00 1 000

# Le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario Budget révisé 2021-2022 Surplus accumulé et revenu reporté

	31-août-21	Changements	31-août-22
Surplus accumulé du Conseil			
Gratification à la retraite	138 527		138 527
Budget reporté des écoles	372 541		372 541
Projet de l'Orée des Bois	73 682	(8 279)	65 403
Projet de Camille-Perron	378 409	(42 517)	335 892
Projet d'Hélène-Gravel	125 502	(10 458)	115 044
Projet de l'Escalade	400 303	(16 953)	383 350
Projet de la Découverte	643 061	(26 159)	616 902
Projet Macdonald Cartier (centre pédagogique)	372 678	(46 565)	326 113
Projet de la Rivière-des-Français	460 000	(20 000)	440 000
Projet de Villageois	460 000	(20 000)	440 000
Projet portative Jean-Éthier-Blais	545 899	(23 734)	522 165
Imprévus	6 406 568	(560 770)	5 845 798
·		,	
Total	10 377 170	(775 435)	9 601 735

Revenu reporté du Conseil			
Enfance en difficulté	708 493	(395 018)	313 475
			-
Total	708 493	(395 018)	313 475

Kenora - Head Office 4<sup>th</sup> Floor – 240 Veterans Drive Kenora, Ontario P9N 3Y5

Fax: (807) 468-5268 Toll Free: 1-877-275-7771

Phone: (807) 468-5571

**Dryden Office** 

79 Casimir Ave Dryden, Ontario P8N 2Z6 Phone: (807) 223-5311

Fax: (807) 223-4703 Toll Free: 1-877-287-5430

12 NOV. 2021 Reewatin Rép:\_\_\_\_\_Patricia

> Arlene Szestopalow, SCMP Procurement and Payables Officer Kenora – Head Office

(807) 468-5571 Extension 253 E-mail: arlene.szestopalow@kpdsb.ca

November 2, 2021

Conseil scolarie de districe du Grand Nord de l'Ontario 296 rue Van Horne Sudbury, ON P3B 1H9

ATTENTION:

Marc Gauthier, Director of Education

Dear Mr. Gauthier:

Re: Availability of Surplus Property – Legal Description: Part of Mining Claim PA 2213; Park of Mining Claim PA 3416; being PARTs 1 and 2 on Plan 23R-14842; Pickle Lake, Ontario. Local Description: 1 Trudel Drive, Pickle Lake, Ontario.

As required by Ontario Regulation 444/98 made under the Education Act, I am writing to inform you of our intention to sell the above surplus property. There is a precedence order list established for this purpose as follows:

- 1. The area French-language public district school board;
- 2. The area English-language separate district school board or Roman Catholic school authority;
- 3. The area French-language separate district school board;
- 4. The area Protestant separate school board:
- 5. All facilities that have a qualifying education agreement with the Board
- 6. The service system manager, being Kenora District Service Board
- 7. The area English language college;
- 8. The College Boreal d'arts appliqués et de technologie;
- 9. The university nearest the property;
- 10. The lead agency for Child and Youth Mental Health, being Firefly
- 11. The LHIN for the geographic area
- 12. The board of health for the health unit in the area
- 13. The Crown in right of Ontario;
- 14. The municipality in which the property is located;
- 15. The upper-tier municipality in which the property is located, if applicable;
- 16. Any Local Services Board that the property may be serviced by;
- 17. The following indigenous organizations:
  - a. Metis Nation of Ontario Secretariat
  - b. Chiefs of Ontario
  - c. Ontario Federation of Indigenous Friendship Centres
  - d. Association of Iroquois and Allied Indians
  - e. Nishnawbe Aski Nation
  - f. Grand Council Treaty #3
  - g. Union of Ontario Indians
- 18. The Crown in right of Canada.

As a member of the precedence list, we are offering you the opportunity to purchase this property at fair market value.

If you wish to purchase this property you must submit an Expression of Interest or make a bona fide offer to the Keewatin-Patricia District School Board with a specified purchase price within 90 days of the date of this letter. If you make an offer and no organization with precedence over yours makes an offer, the Board may accept your offer. If the Board believes the fair market value of the property is greater than your offer we will contact you to attempt to negotiate the purchase price of the property within 90 days. If no agreement is reached within 90 days you may withdraw your offer or refer the matter to binding arbitration.

The below section has been inserted from Ontario Regulation 444/98; Disposition of Surplus Real Property and Acquisition of Real Property:

#### **EXPRESSIONS OF INTEREST AND OFFERS**

- 6. (1) A body to which a board issued a proposal under section 3 or 4 or to which a proposal was referred under section 3 or 4 may submit to the board an expression of interest in response to the proposal before the expiration of 90 days after the day on which the board issued the proposal. O. Reg. 115/16, s. 5.
- (2) An expression of interest must be in writing, must be signed by a person authorized by the body to express interest on its behalf and must include,
  - (a) the description of the property that was included in the proposal;
  - (b) the name of the body expressing interest;
  - (c) the name of any body that referred the proposal to the body expressing interest; and
  - (d) the date of the expression of interest. O. Reg. 115/16, s. 5.
- (3) A body referred to in subsection (1) may submit an offer to the board in response to the proposal,
  - (a) along with its expression of interest; or
  - (b) after submitting its expression of interest but before the expiration of 180 days after the day on which the board issued the proposal. O. Reg. 115/16, s. 5.

If the Board does not receive an offer from you within 90 days of the date of this letter, the Board will assume that you have no interest in this property. However, because we are prevented from further action until we hear from you, or until the 90 days elapse, we would appreciate hearing from you at your earliest convenience regarding your interest or lack thereof.

To submit an offer, or to confirm that your organization is not interested in this property, please send your correspondence to:

Arlene Szestopalow, SCMP, Procurement & Payables Officer Keewatin-Patricia District School Board 4<sup>th</sup> Floor - 240 Veterans Drive Kenora, Ontario P9N 3Y5 RE: Property Disposal

If you have any questions or concerns, please do not hesitate to contact me at (807) 468-5571 ext 253.

Yours truly.

Arlene Szestopalow, SCMP
Procurement & Payables Officer

Encl.

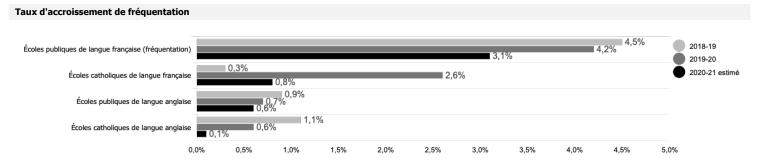
# Rapport de l'ACÉPO Octobre 2021



## Plan stratégique



#### Évolution des tendances du secteur



#### **Faits saillants**

### **AXE 1 - Représenter les conseils scolaires en relations de travail**

rojet	Avancements (CS)	Statut
Objectifs stratégiques 1.1 Agir à titre de négociateur central		
Objectifs spécifiques 1.1.1 Consulter les conseils scolaires sur l	eurs priorités	
- Opérationnaliser l'intégration du CCJL	La travail de préparation de l'ACÉPO, de l'AFOCSC et de l'AEFO à la prochaine ronde de négociation est en cours.	1. En cours
Objectifs spécifiques 1.1.3 Ratifier les ententes centrales		
<ul> <li>Conclure une entente sur les conditions de travail des directions et directions adjointes</li> </ul>	- L'ACÉPO est porte-parole des associations d'employeurs à cette table Les discussions avec les associations de Directions et Directions adjointes et la Couronne se poursuivent durant le mois d'octobre.	1. En cours
Objectifs stratégiques 1.2 Optimiser le mandat de relations de trava	ail	
Objectifs spécifiques 1.2.2 Gérer les différends découlant des pa	arties centrales des ententes collectives	
- Développer un mécanisme de suivi des différends	L'outil de gestion provincial est en place. L'ACÉPO a créé des outils de suivi et de supervision dont ceux pour les griefs et les différends potentiels.	1. En cours

## AXE 2 - Représenter les intérêts communs de l'éducation publique de langue française

Projet	Avancements (CS)	Statut
Objectifs stratégiques 2.1 Sensibiliser les intervenants clés en matiè	ere d'éducation publique de langue française	
Objectifs spécifiques 2.1.2 Identifier et mettre en œuvre des solut	ions concrètes concernant la pénurie des enseignants	
- Mise en oeuvre de la stratégie pour faire face à la pénurie	- Suite à un appel de l'ACÉPO avec la sous-ministre, le ministère a convié une rencontre le 23 septembre avec l'ACÉPO, l'AFOCSC et l'AEFO afin de discuter des prochaines étapes.  - Le sous-ministre adjoint a pris l'engagement de nous revenir d'ici le 21 octobre avec la liste des membres du Comité de mise en oeuvre de la stratégie ontarienne pour contrer la pénurie des enseignants. La stratégie inclut 32 des 37 recommandations du rapport du groupe de travail sur la pénurie dont l'ACÉPO était membre.  - L'ACÉPO apporte son soutien à l'équipe du ministère qui travaille à la mise en oeuvre d'une des recommandations du rapport, soit un projet pilote visant le recrutement de candidats formés dans une académie française.	1. En cours
Objectifs stratégiques 2.2 Revendiquer l'équité en matière d'éducation	on publique de langue française	
Objectifs spécifiques 2.2.1 Élaborer une stratégie pour le dossier	de l'immobilisation	
- Mener le dossier sur le rattrapage en immobilisation	<ul> <li>- Une rencontre du groupe de travail a eu lieu à la fin août, pendant laquelle un estimé du coût total du projet et du coût par conseil a été présenté.</li> <li>- Le travail de révision des zones de fréquentation actuelles et potentielles est entamé.</li> <li>- Envoi de factures aux conseils scolaires dans le but de créer le fonds pour le projet en immo.</li> </ul>	1. En cours
Objectifs spécifiques 2.2.3 Protéger et revendiquer un apprentiss	age virtuel de qualité	
- Maintenir la prise en charge de l'apprentissage virtuel par les conseils scolaires, conformément à la loi	- Cela fait maintenant depuis l'été 2020 que l'ACÉPO est engagée dans des discussions avec le gouvernement sur l'apprentissage en ligne, l'apprentissage à distance, le rôle de TFO, les deux crédits en ligne obligatoires Les nombreuses heures de réunions n'ont pas donné les résultats souhaités et l'ACÉPO envisage un recours judiciaire pour dénouer la situation.  - Suite à la dernière lettre de l'ACÉPO et de l'AFOCSC envoyée au ministre qui le menaçait d'un recours en justice, nous avons enfin reçu une réponse du ministre le 16 septembre. Suite à cette réponse encourageante deux réunions avec la sous-ministre, le sous-ministre adjoint et du personnel du ministère ont été organisées. Bien que dans sa lettre le ministre dit vouloir respecter les droits constitutionnels de la minorité linguistique, les propos tenus lors de ces réunions vont directement à l'encontre des droits des francophones.  - L'ACÉPO est en communication avec ses partenaires et ses avocats pour déterminer le meilleur moment pour introduire un recours. Il faut attendre entre autres que la législation mandatant TFO avec l'apprentissage en ligne soit passée.	1. En cours
Objectifs spécifiques 2.2.5 Élaborer une stratégie pour les dossie	rs municipaux en collaboration avec les intervenants clés du secteur	
- Améliorer l'attribution des taxes foncières	L'ACÉPO a fait connaître son intérêt pour être membre du groupe de travail créé par MPAC pour revoir la procédure d'application pour diriger les taxes scolaires.	1. En cours
- Assurer une communication bilingue lors des élections scolaires	L'ACÉPO a reçu la confirmation de l'Ombudsman que des actions avaient été prises par le ministère des Affaires municipales et du Logement pour rappeler aux municipalités leur obligation de fournir une communication bilingue lors des élections scolaires.	1. En cours
Objectifs stratégiques 2.3 Renforcer la visibilité et accroitre la notori	été de l'éducation publique de langue française	
Objectifs spécifiques 2.3.1 Mettre en œuvre une stratégie de comi	munication	
- Créer une identité visuelle pour l'éducation publique de langue française	La nouvelle version du site Web de L'école publique en Ontario (ecolesontario.ca) a été mise en ligne à l'occasion Jour des Franco-Ontariens. En plus de l'information sur L'école publique en Ontario et les conseils scolaires, un moteur de recherche permet aux visiteurs de trouver les écoles publiques de langue française. Les comptes Twitter et Facebook ont commencé à afficher des messages et à partager les informations des conseils scolaires le même jour.	1. En cours
Objectifs spécifiques 2.3.2 Valoriser le rôle des conseillers scolaires	,	
- Promouvoir le rôle des conseillers scolaires dans l'ensemble de nos interactions et communications	- L'ACÉPO participe à la réalisation par l'ACCCS d'une étude sur l'impact lié à la perte de voix démocratique au niveau local Participation au forum virtuel organisé par EDU dans le cadre de sa grande consultation publique sur les responsabilités des conseillers scolaires.	1. En cours
- Créer vidéo promo du rôle des conseillers et conseils	À l'occasion de la semaine des Administrations locales (18 au 22 octobre) l'ACÉPO fera la promotion des conseils et conseillers scolaires via une nouvelle vidéo. Il sera demandé aux conseillers scolaires de partager cette vidéo dans leur réseau.	1. En cours

# AXE 3 - Développer un leadership stratégique durable

	T COURRIELS ENVOYÉS PAR L'ACÉPO - AXE	3		
ate	Objet		Destinataires	
1-09-30	Journée nationale de la vérité de ré	onciliation	Ministre de l'Éducation     Ministre des Affaires autochtones	
rojet		Avancements (CS)		Statut
	imiser l'impact des partenariats strat	giques		
	spécifiques Déterminer les modalités d'intégration	du CCJL dans le modèle de gouvernance de l'ACÉP	0	
·	érationnaliser l'intégration du CCJL	Les discussion avec l'AFOCSC sont en cours pour assur discussions et décisions liées aux relations de travail à la associations.		1. En cours
	spécifiques Assurer des représentations provinci	lles et nationales en matière de francophonie		
ľAC	ccs	- Réalisation par l'ACCCS d'une étude sur l'impact de la - Participation au CA d'octobre et à l'AGA de l'ACCCS.	perte de voix démocratique au niveau local.	1. En cours
	spécifiques Collaborer avec OPSBA pour la prome	otion du système public		
ľédu	organiser le Symposium sur ucation publique avec OPSBA	Le Symposium sur l'éducation publique aura lieu de faço l'ACEPO le samedi 29 janvier 2022.	n virtuelle le vendredi 28 janvier 2022 et l'AGA de	1. En cours
Objectifs stra  3.2 Cons		et d'apprentissage inclusifs où chaque personne	est appréciée et traitée avec respect et dignité	
	spécifiques Construire des environnements de tra	vail et d'apprentissage inclusifs où chaque personne	est appréciée et traitée avec respect et dignité	
et d'a	nstruire des environnements de travail apprentissage inclusifs où chaque sonne est appréciée et traitée avec sect et dignité	À l'occasion de la première Journée nationale de la vérite envoyé une lettre au Ministre de l'Éducation et au ministr progresser la réconciliation.		1. En cours
Objectifs stra 3.3 Cons		ducation publique de langue française		
	spécifiques Développer des collaborations avec le	milieu universitaire et les ordres professionnels app	ropriés	
milie	velopper des collaborations avec le su universitaire et les ordres essionnels appropriés	<ul> <li>Prise de position de l'ACÉPO pour la création d'une uni région du Grand Sudbury.</li> </ul>	versité par, pour et avec les francophones dans la	1. En cours
Objectifs stra 3.5 Cool		onction des priorités identifiées par les conseils scol	aires	
	spécifiques Appuyer les conseils scolaires dans l	es dossiers ad hoc		
- CO	OVID-19	<ul> <li>Appel hebdomadaire entre le ministre de l'Éducation, la directions de l'éducation des conseils scolaires, et les prescolaires.</li> <li>Appel bimensuel entre les 4 DG des associations de co-Coordination des efforts pour fournir une ébauche d'une l'avis juridique aux 12 conseils francophones.</li> <li>Commencer la réflexion sur le mémoire dans le cadre of fin octobre en raison du cycle électoral.</li> </ul>	ésidences et directions des associations de conseils inseils scolaires et la sous-ministre. le politique de déclaration vaccinale obligatoire ainsi que	1. En cours
		Autres priorités		
rojet		Avancements (CS)		Statut
Objectifs spe	écifiques			

•••		
Objectifs spécifiques Administration		
- Travail de la maison	Transition de l'ensemble de l'équipe de l'ACÉPO au télétravail depuis le 17 mars 2020. Organisation de réunions quotidiennes avec l'équipe.	1. En cours
Objectifs spécifiques Finance		
- Audit des états financiers au 31 août 2021	L'ACÉPO collabore avec Marcil Lavallée pour l'audit de ses états financiers.	1. En cours
Objectifs spécifiques Programmes, services et activités		
- Revues de presse quotidiennes et mises à jour législatives via OPSBA		1. En cours
- Accès aux nouvelles via l'app PressReader	Tous le conseillers scolaires ont accès au Service RessReader.	<ol><li>Complété</li></ol>
- Mise à jour des indicateurs	Les sondages de satisfaction du CA, des DÉ et des conseillers scolaires ont été envoyé début octobre.	1. En cours
ojet	Avancements (CS)	Statut
Objectifs spécifiques Gouvernance		
<ul> <li>Réunion hebdomadaire de la direction générale avec le président et la vice- présidente</li> </ul>	Avec la participation du directeur des relations de travail et du développement organisationnel, de la chargée de communication et l'agente de l'administration et des finances.	En cours

## Communiqués, nouvelles et couverture médiatique

L'ACÉPO envoie une revue de presse quotidienne aux conseillers scolaires, élèves conseillers et cadres des conseils scolaires ainsi que des mises à jour législative régulière aux membres du CA, directions de l'éducation et directions des communications des conseils scolaires

Communiqués et déclarations			
Titre	Sujet	Date	Туре
Apprenons du passé pour construire un meilleur futur	Réconciliation	21-09-30	Déclaration

Couverture médiatique					
Titre de l'article ou de l'émission	Date	Journaliste	Média	Porte-parole	Support
-	21-09-30	Noé Charron-Cloutier	Le Régional - Hawkesbury	Denis Chartrand	-
La pénurie de main-d'œuvre persiste au sein des conseils scolaires	21-09-10	Diana Ombe	ONFR+	-	Article - online
Livres détruits : jusqu'où aller au nom de la réconciliation?	21-09-08	Claudine Richard	ICI Radio-Canada	Denis Chartrand	Article - online
De nouvelles écoles françonhones nour la rentrée en Ontario	21-09-07	Zacharie Routhier	ICI Radio-Canada	Denis Chartrand	Article - online

			Ra	pport	par niv	∕eau élé	mentair	e 2021-1	0-29					
École	Mat	Jar	Pr. 1 <sup>re</sup>	Pr. 2 <sup>e</sup>	Pr. 3 <sup>e</sup>	Moy. 4 <sup>e</sup>	Moy. 5 <sup>e</sup>	Moy. 6°	Int. 7 <sup>e</sup>	Int. 8 <sup>e</sup>	Ěcole virtuelle	Total partiel	СТЈ	Total
École publique Blind River	0	0	2		4			of part and	1	4	0	11	0	11
École publique Camille-Perron	8	6	11	5	6	10	5	7	1	2	1	62	0	62
École publique de la Découverte	23	23	14	18	15	19	28	25	28	31	7	231	0	231
École publique de la Rivière- des-Français	3	8	2	5	4	3	6	6	5	7	0	49	0	49
École publique des Villageois	3	5	2	4	2	3	2	2	5	4	0	32	0	32
École publique Écho-des- Rapides	13	16	15	10	15	10	14	11	6	0	1	111	0	111
École publique Foyer- Jeunesse	25	20	32	22	28	24	32	20	0	0	4	207	8	215
École publique Franco-Manitou	3	6	6	7	8	4	6	6	3	4	0	53	0	53
École publique Franco-Nord	13	11	9	5	7	12	6	10	0	0	2	75	0	75
École publique Hanmer	0	0	0	0	0	0	0	0	27	34	2	63	1	64
École publique Hélène-Gravel	31	33	34	41	33	42	33	29	0	0	6	282	0	282

Rapport par niveau élémentaire 2021-10-29														
École	Mat	Jar	Pr. 1 <sup>re</sup>	Pr. 2 <sup>e</sup>	Pr. 3 <sup>e</sup>	Moy. 4°	Moy. 5 <sup>e</sup>	Moy. 6 <sup>e</sup>	Int. 7 <sup>e</sup>	Int. 8°	École virtuelle	Total partiel	СТЈ	Total
École publique Jean- Éthier-Blais	44	46	40	41	41	31	36	37	0	0	9	325	8	333
École publique Jeanne- Sauvé	15	21	24	11	19	13	10	10	0	0	6	129	0	129
École publique l'Escalade	2	1	2	0	2	0	1	1	0	0	1	10	0	10
École publique Macdonald- Cartier	0	0	0	0	0	0	0	0	94	74	6	174	8	182
École publique Pavillon-de- l'Avenir	18	19	16	24	14	12	14	10	5	13	3	148	0	148
Total	201	215	209	193	198	183	193	174	175	173	48	1962	25	1987

#### Rapport par niveau secondaire 2021-10-29

École	9°	10°	11 <sup>e</sup>	12°	Total partiel	CTJ	Total
École Cap sur l'Avenir					20	0	20
École secondaire Château-Jeunesse	10	13	8	6	37	0	37
École secondaire Cité-Supérieure	8	4	11	3	26	0	26
École secondaire de la Rivière-des-Français	7	11	10	12.5	40.5	0	40.5
École secondaire Hanmer	34	47	29	19.5	129.5	8	137.5
École secondaire l'Orée des Bois	4	13	6	6	29	0	29
École secondaire Macdonald-Cartier	116	81	72	113	382	8	390
École secondaire Villa Française des Jeunes	7	6	4	5	22	0	22
Total	186	175	140	165	686	16	702